

GRANDE ENQUÊTE

GOUROU ET ROI
DE L'IMMOBILIER

Jean-Claude Gallant, chef de La Source, est poursuivi pour fraude immobilière par le Mouvement Desjardins. Il se serait servi de prête-noms parmi ses fidèles.

PAGES A8 ET A9

LA
PRESSE

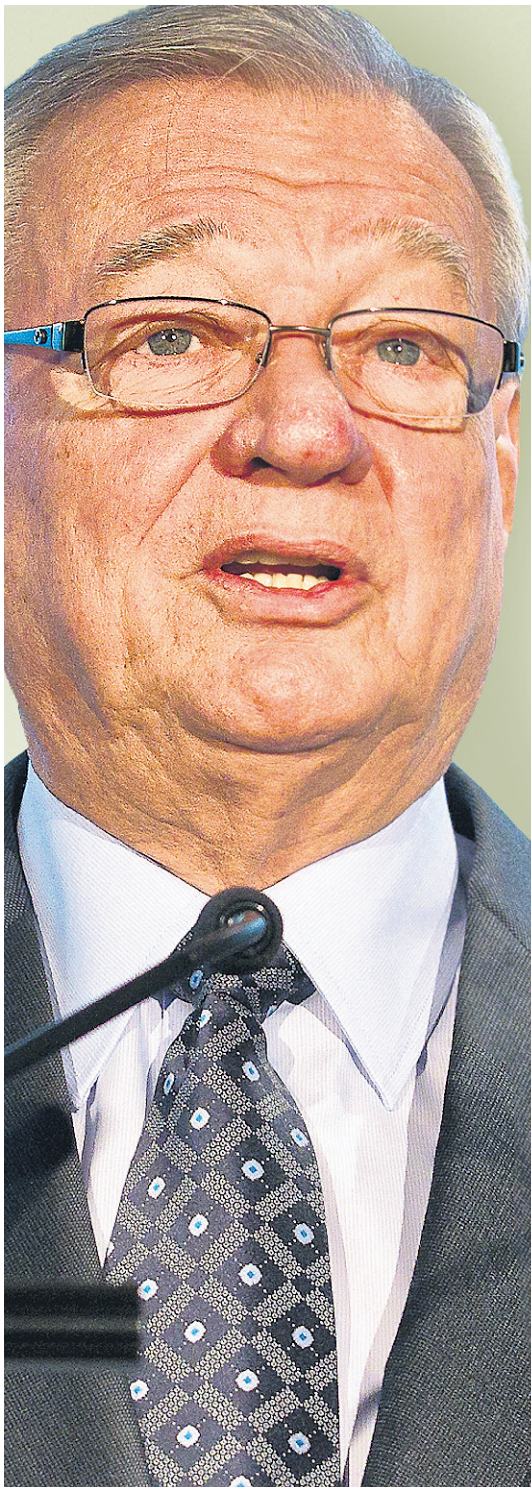


BCEUF CONTAMINÉ
LA TÊTE
DU MINISTRE
RÉCLAMÉE

L'opposition accuse le gouvernement d'avoir caché des informations au public.

PAGES A4 ET A5

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE



MARTEAU
CIBLE
LE MAIRE
DE LAVAL

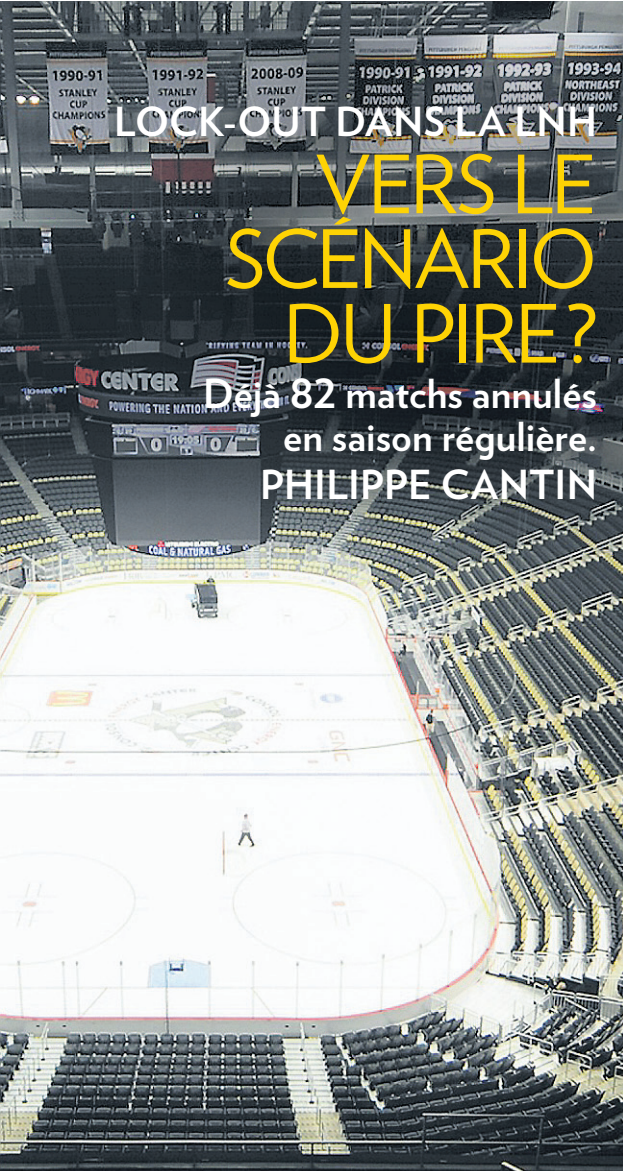
L'hôtel de ville et la résidence du maire Gilles Vaillancourt ont été le théâtre de perquisitions menées par l'Unité permanente anticorruption, hier.

UNE VILLE DANS LE COLLIMATEUR DE LA POLICE DEPUIS DES ANNÉES

PAGES A2 ET A3

YVES BOISVERT
LA FIN DE LA MONARCHIE
PAGE A6

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE, PHOTOMONTAGE LA PRESSE



LOCK-OUT DANS LA LNH
VERS LE
SCÉNARIO
DU PIRE?

Déjà 82 matchs annulés en saison régulière.

PHILIPPE CANTIN

PHOTO REUTERS

COMMISSION
CHARBONNEAU
UN CAÏD REFUSE
DE COMPARAÎTRE
PAGE A10

PLANÈTE
FACEBOOK

Avec un milliard de membres, le géant du web met désormais le cap sur les services aux entreprises.

AFFAIRES





PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

L'ARTILLERIE LOURDE!

Notre compte rendu du spectacle de Johnny Hallyday au Centre Bell. ARTS

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Bientôt à la une de *Summum*, Léo Bureau-Blouin avec seulement son carré rouge.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1



RBC Banque Royale

Les meilleurs services bancaires en ligne,*
une fois de plus.

■ Banque en direct : au premier rang depuis 2007¹ ■ Un Centre d'expertise unique en son genre ■ Garantie de sécurité à 100 %²

Vous voulez en obtenir plus en ligne ? Rendez-vous au www.rbcbanqueroyle.com



Une banque de conseils pour vous guider.™

© / ™ Marque(s) de commerce de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. © 2012 Banque Royale du Canada. * Récentes distinctions : Globe Finance, novembre 2011 – Meilleur fournisseur de services bancaires en ligne pour les consommateurs en Amérique du Nord; Forrester Research, Inc., Classement 2011 des sites Web bancaires sécurisés, banques canadiennes – Première place au Canada pour l'efficacité des ventes en ligne, première place en Amérique du Nord pour la confiance et la recherche et meilleure banque au Canada pour les applications en ligne; et selon la 3^e édition de l'évaluation scorCard de Survivior portant sur les services bancaires en ligne – première place au palmarès des services bancaires en ligne au Canada. ¹ Selon Forrester Research, Inc., première place au classement 2011 des sites Web bancaires sécurisés (décembre 2011). ² Remboursement intégral des opérations non autorisées dans RBC Banque en direct. Pour obtenir toutes les précisions, consultez la Convention d'accès électronique de RBC.

PERQUISITIONS DE L'UPAC À LAVAL

L'ESCOUADE MARTEAU CHEZ LE MAIRE VAILLANCOURT



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE
Maire de Laval depuis 1989, Gilles Vaillancourt règne sans opposition sur sa ville depuis 2001. Il a notamment remporté son dernier mandat avec une majorité de 37 866 voix.



PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

L'escouade Marteau a de nouveau frappé, hier. Cette fois, les enquêteurs de l'Unité permanente anti-corruption (UPAC) se sont rendus jusqu'au cœur de l'administration de Laval, de l'hôtel de ville au domicile du maire Gilles Vaillancourt.

Vers 16 h, 70 policiers de la Sûreté du Québec (SQ), dont des membres du module technologique, ont fait irruption à quatre adresses de l'île Jésus. À bord de quatre voitures de police et d'un petit autobus, les agents se sont présentés à l'hôtel de ville de Laval. «Police, SQ, tout le monde sort!», ont lancé les agents afin de faire évacuer l'édifice.

«Tout le monde est surpris par ce qui se passe. Tout le monde a été évacué», a indiqué Johanne Bournival. Cette attachée de presse du maire se trouvait à l'intérieur du bâtiment quand les policiers ont fait leur entrée. Ils en sont sortis un peu avant 19 h, des boîtes en carton dans les mains.

Une perquisition a eu lieu simultanément dans un autre édifice municipal, situé non loin sur le boulevard Chomedey. Il s'agit d'un bâtiment administratif où l'essentiel des services aux citoyens est offert. Mais ce seraient surtout les locaux du service du génie et les serveurs informatiques du service des finances qui intéressaient les enquêteurs de l'UPAC.

Pendant ce temps, d'autres policiers de la SQ se sont présentés à la résidence du maire Vaillancourt, à vendre, rue Croissant des Îles. «Avec tout ce qu'on entend, ça ne nous a pas surpris de voir les voitures de police arriver. On savait que le maire habitait là. Mais jusqu'à preuve du contraire, il n'est pas coupable», a commenté un voisin, Raymond Paquette. D'autres voisins ont souligné que le maire n'habiterait plus cette résidence depuis plusieurs semaines.

Lors des perquisitions, M. Vaillancourt n'était ni à son domicile ni à l'hôtel de ville, selon son attachée de presse. M^{me} Bournival a affirmé que, dans le cadre de son travail, Gilles Vaillancourt devait visiter le quartier Saint-Bruno, nouvel ensemble résidentiel au nord

de Vimont. «Il ne se cache pas», a assuré M^{me} Bournival.

Le maire Vaillancourt ne s'attendait simplement pas à faire l'objet de perquisitions, selon son attachée de presse. «C'est une surprise pour lui. Il a toujours dit qu'il collaborerait, mais il s'attendait à un avis de convocation ou à un appel téléphonique. Pas à ce que la police débarque comme ça.»

Selon nos sources, ces perquisitions ont lieu dans le cadre d'une vaste enquête sur le processus d'attribution des contrats. Aucune arrestation n'est prévue. La SQ aurait décidé de procéder à ces perquisitions en raison de l'immunité conférée aux témoins qui comparaissent devant la commission Charbonneau.

La Sûreté du Québec mène ces perquisitions sans l'assistance des policiers lavallois. Lorsque *La Presse* l'a joint, le Service de police de Laval a

de la Justice et des Affaires municipales. Alors maintenant, je suis très content de voir débarquer la Sûreté du Québec.»

Selon lui, les policiers cherchent notamment à se renseigner sur des contrats décrochés par le cabinet d'avocats Dunton Rainville, qui a obtenu plusieurs mandats lors d'appels d'offres où il était seul soumissionnaire. M. Bordeleau soupçonne l'administration Vaillancourt d'avoir joué avec les exigences pour que seul Dunton Rainville soit apte à répondre aux appels d'offres. Il affirme être en communication étroite avec l'escouade Marteau et réclame la démission du maire Vaillancourt.

«Nous sommes soulagés, a également dit David De Dotis, du Mouvement lavallois. Le maire doit démissionner maintenant. Si c'est pour une question d'argent, il doit

«C'est une surprise pour lui. Il a toujours dit qu'il collaborerait, mais il s'attendait à un avis de convocation ou à un appel téléphonique. Pas à ce que la police débarque comme ça.»

— Johanne Bournival, attachée de presse du maire Vaillancourt

même semblé surpris d'aprendre que des dizaines de policiers du corps provincial avaient investi plusieurs bâtiments de sa ville.

On chercherait des preuves «de transfert massif d'argent» vers un pays comme la Suisse, selon ce que le journaliste Alain Gravel a dit sur les ondes de Radio-Canada.

Pas une surprise

Comme les rumeurs se multiplient sur les enquêtes policières à Laval, plusieurs s'attendaient à voir les enquêteurs de l'UPAC intervenir tôt ou tard. Devant les bureaux municipaux du boulevard Chomedey, des employés regardaient l'opération avec satisfaction. «Il y a de la magouille partout, ici. Ce qui se passe n'est pas surprenant du tout», a dit un employé du service de l'évaluation, qui a préféré taire son nom de peur de perdre son emploi. «Ce sont toujours les mêmes entrepreneurs qui travaillent pour la Ville», a ajouté un de ses collègues.

«Il était temps, s'est réjoui Robert Bordeleau, l'un des opposants de longue date du maire Vaillancourt. Ça fait sept ans que je le demande, ça fait sept ans que j'ai fondé un parti, et j'attends depuis ce temps. J'ai envoyé des tonnes de lettres aux ministres

rembourser avec intérêt. Et si c'est criminel, il doit aller en prison.»

Allégations récurrentes

Maire de Laval depuis 1989, Gilles Vaillancourt a fréquemment été éclaboussé par des allégations diverses. Lors de la reprise, cet automne, des audiences de la Commission d'enquête sur l'octroi des contrats dans le milieu de la construction, la commissaire France Charbonneau avait déclaré que des témoins viendraient démontrer comment des entreprises «se sont réparti des contrats, de quelle façon des fonctionnaires de la Ville auraient été soudoyés et comment une partie de l'argent aurait été recueillie pour des partis politiques municipaux».

«Certains nous parleront d'élus de certaines villes, notamment Laval et Montréal», avait-elle laissé entendre.

— Avec Fabrice de Pierrebou, Karim Benessaïh, Gabrielle Duchaine, Janie Gosselin, Hugo Pilon-Larose et Tristan Pelouquin

«LA FIN DE LA MONARCHIE», LA CHRONIQUE D'YVES BOISVERT À LIRE EN PAGE A6.

JB
1735

BLANCPAIN

MANUFACTURE DE HAUTE HORLOGERIE

Collection Villeret
Phase de Lune Demi-Savonnette
quantième complet
phases de lune
correcteurs sous cornes
Réf. 6664-3642-558

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

MONTREAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS | 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

www.blancpain.com

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 10
Astrologie du jour	AFFAIRES 9
Bourses	AFFAIRES 6 et 7
Débats	A 21 à 23
Décès	AFFAIRES 9
Horaire télévision	ARTS 11

Loteries	A 20
Monde	A 18 à 20
Petites annonces	AFFAIRES 8
	AFFAIRES 4
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo
Ciel variable en matinée, averses en après-midi, maximum 23, min. 10. AFFAIRES 8

PERQUISITIONS DE L'UPAC À LAVAL



Lors des perquisitions, Gilles Vaillancourt n'était ni à son domicile ni à l'hôtel de ville. Il visitait un nouvel ensemble résidentiel dans le cadre de son travail, selon son attachée de presse.

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

« Maire à vie » de Laval

KARIM BENESEAIEH

Maire de Laval depuis 1989, Gilles Vaillancourt règne sans opposition sur sa ville depuis 2001. Sa formation, le parti PRO des Lavallois, a réussi cette année-là à faire élire ses 21 candidats et a ainsi éliminé l'opposition à l'hôtel de ville. Plus aucun conseiller de l'opposition n'y a siégé depuis ce balayage. Quant aux adversaires qui se sont présentés à la mairie, Gilles Vaillancourt n'en a fait qu'une bouchée. Il a notamment remporté son dernier mandat avec une majorité de 37 866 voix, soit 61 %. Ses victoires et sa façon de diriger lui ont valu les surnoms de « roi de Laval » et de « maire à vie ». Né le 9 janvier 1941 à Laval-des-Rapides, l'une des 14 municipalités qui ont fusionné en 1965 pour former Laval, il est l'aîné d'une famille de 10 enfants. Son père, Marcel, était pompier et a ouvert un magasin de meubles. M. Vaillancourt se lance en politique en 1973, au sein de l'équipe du maire Lucien Paiement. Il la quitte en 1984 pour se joindre au PRO des Lavallois, fondé quatre ans plus tôt par Claude-Ulysse Lefebvre. Il devient président du comité exécutif. Quand le maire Lefebvre tombe malade, en 1988, c'est Gilles Vaillancourt qui le remplace. Il est élu maire l'année suivante.

Controverses à la chaîne

Il connaît sa première controverse lorsqu'on apprend que sa maison de l'île Paton a été construite dans une zone inondable réglementée par le ministère de l'Environnement. En 1992, il se retrouve dans la tourmente, accusé d'avoir favorisé l'agrandissement de la carrière d'une entreprise qui deviendra célèbre 20 ans plus tard : Simard-Beaudry. Il devient vice-président de l'Union des municipalités du Québec en 1990 puis, en 1995, prend la tête de l'organisme pendant deux ans. En 2007, on apprend que l'avocat de la famille du maire de Laval et un promoteur immobilier controversé ont réalisé un gain brut de 8,7 millions de dollars en deux ans, en achetant et en revendant un vaste terrain situé devant la future station de métro Laval-Montmorency. En 2009, *La Presse* révèle une concentration troublante des contrats à Laval, où un petit groupe de huit entrepreneurs se partagent les trois quarts des contrats. En 2010, toujours dans *La Presse*, on apprend que la Ville de Laval a vendu deux immenses terres à des prix étonnamment bas à des sociétés de Giuseppe Borsellino, connaissance du maire Gilles Vaillancourt. Mais c'est réellement en novembre 2010 que le « roi de Laval » connaît sa première tempête. Coup sur coup, l'ex-ministre péquiste Serge Ménard et le député libéral de Vimont, Vincent Auclair, affirment que Gilles Vaillancourt leur a proposé de l'argent comptant pour leurs campagnes électorales. Le maire de Laval est suspendu du conseil d'administration d'Hydro-Québec et se retire du comité des finances de l'Union des municipalités du Québec. Il reste cependant sourd aux demandes de démission et menace même de poursuivre MM. Ménard et Auclair. En juillet 2011, *Le Devoir* révèle que le parti PRO des Lavallois a financé des activités partisanses – autocar pour aller à la cabane à sucre, bouquets de ballons – avec des fonds accordés pour la recherche et le secrétariat. Enfin, en août dernier, dans un écho de la tempête de 2010, un ex-collecteur du Parti québécois, Claude Vallée, affirme avoir reçu 10 000\$ en espèces de Gilles Vaillancourt.

23 Nombre d'années consécutives où Gilles Vaillancourt a été maire de Laval, de 1989 à aujourd'hui.

« Il y a de la magouille partout, ici. Ce qui se passe n'est pas surprenant du tout. »

— Un employé de la Ville de Laval

« Le maire doit démissionner maintenant. Si c'est pour une question d'argent, il doit rembourser avec intérêt. Et si c'est criminel, il doit aller en prison. »

— David De Dotis, du Mouvement lavallois

Bitume, l'enquête qui a frappé un mur

Cela fait des années que Laval et son maire intéressent la police. Pour preuve, *La Presse* a appris qu'en 2002, bien avant la création de Marteau, la Sûreté du Québec a lancé une vaste enquête concernant des allégations de corruption et de collusion dans les marchés publics de cette municipalité. Voici le récit de ce projet baptisé Bitume qui a fait long feu.

EXCLUSIF

FABRICE DE PIERREBOURG

Selon nos informations, l'opération Bitume débute en 2002 après que la Sûreté du Québec eut reçu des documents par l'intermédiaire d'Info-crime. Il s'agirait entre autres d'enregistrements. Les informations livrées semblent à première vue si prometteuses et sérieuses qu'une équipe de six enquêteurs de la section des crimes économiques est formée pour plancher sur ce dossier. Un genre d'escouade Marteau venait de naître avant l'heure. L'enquête s'amorce et s'accélère avec le « recrutement » d'une source proche d'un important entrepreneur. À l'image de Lino Zambito aujourd'hui devant la commission Charbonneau, l'homme se montre très loquace sur le processus des soumissions truquées, les commissions versées, etc. Plusieurs rencontres ont lieu avec les enquêteurs. Gage de sérieux, il connaît à l'avance le résultat de certaines soumissions. Sauf que les choses se gâtent lorsque la Sûreté du Québec veut lui attribuer un code de source. A-t-il eu peur ? Toujours est-il que cet homme qui en savait beaucoup sur le système arrête sa collaboration. On dit même qu'il quitte le pays. En parallèle, les enquêteurs poursuivent leur travail, mais leur tâche

n'est pas facile. À l'époque, la lutte contre la collusion et la corruption ne fait pas les nouvelles et n'est pas la priorité. « Il y avait aussi beaucoup d'obstruction lorsque les enquêteurs allaient chercher de l'information, en particulier à l'hôtel de ville », se souvient une source très au fait du dossier.

« Il y avait aussi beaucoup d'obstruction lorsque les enquêteurs allaient chercher de l'information, en particulier à l'hôtel de ville. »

Omerta à Laval

Plusieurs personnes d'intérêt et bien placées ont été mises sous filature. Mais du sable s'est inséré dans l'engrenage. Le départ de la source, le manque de collaboration ici et là, et même « l'omerta », pour reprendre le mot employé par l'un de nos interlocuteurs, font en sorte que les enquêteurs ont eu du mal à ficeler leur dossier et obtenir le niveau de « preuve » nécessaire à l'obtention des mandats d'écoute électronique dont ils avaient besoin. « Voir deux personnes discuter ensemble lors d'une filature, ça ne suffit pas. Il

faut entendre ce qu'elles racontent », résume l'un de nos contacts. Devant cette impasse, Bitume a été mise en veilleuse au bout d'un an de travail, au grand regret des policiers. L'amertume semble toujours palpable aujourd'hui à ce sujet, car cette enquête semblait prometteuse et aurait permis de démonter des stratagèmes dont il est question aujourd'hui à l'Unité permanente anticorruption (UPAC) et devant la commissaire France Charbonneau. Seule consolation, les informations collectées n'ont pas été perdues. Elles ont été placées dans une base de données. Elles pourraient encore être utilisées ou l'ont déjà été. Le pot aux roses a été partiellement rendu public en 2009, lorsque l'ex-ingénieur du ministère des Transports François Beaudry a révélé à Radio-Canada que plusieurs contrats de voirie totalisant près de 5 millions de dollars avaient été attribués en 2003 dans des conditions douteuses. Selon ses affirmations, les résultats étaient arrangés avant l'ouverture officielle des enveloppes de soumission. Il avait lui-même obtenu d'avance les noms de 10 entreprises qui devaient présenter les plus basses soumissions dans 10 appels d'offres publics. Ses « prédictions » se sont avérées exactes dans huit cas sur dix. Dans les deux cas restants, il y avait eu échange de contrats, a appris plus tard François Beaudry. Un rapport résumant ces faits a été transmis par la suite à la Sûreté du Québec qui, ajoutée à la collaboration de François Beaudry, a donné un bon coup de pouce au projet Bitume déjà en marche.

Pour joindre notre journaliste : fdepierrebourg@lapresse.ca

4 SEPTEMBRE6-7 SEPTEMBRE12 SEPTEMBRE13-16 SEPTEMBRE

CHRONOLOGIE DE L'ENQUÊTE SUR XL FOODS

-MARIE ALLARD



L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) et les autorités américaines détectent la présence de la bactérie *E. coli* O157: H7 dans deux échantillons de bœuf de l'usine XL Foods, de Brooks, en Alberta. Une enquête est ouverte par l'ACIA, qui demande à XL Foods de prendre des mesures correctives le lendemain. La population n'est pas avisée.



L'ACIA réclame des renseignements sur les résultats d'analyse de XL Foods, qui ne les remet que les 10-11 septembre.

Les autorités américaines détectent deux autres cas de contamination dans du bœuf de XL Foods. L'ACIA envoie une équipe d'experts techniques à l'usine pour «évaluer où et comment il y a eu contamination».

XL Foods perd le droit d'exporter aux États-Unis. L'ACIA conclut qu'«une combinaison de lacunes» à l'usine XL Foods a mené à la contamination par la bactérie *E. coli*. Première alerte avisant la population de ne pas manger le bœuf haché produit par XL Foods lancée le 16 septembre.



PHOTO REUTERS

RAPPEL DE 700 TONNES DE BŒUF

L'opposition exige la démission du

MARTIN CROTEAU
ET MARIE ALLARD

OTTAWA — Pendant que le plus important rappel de viande de l'histoire canadienne s'est encore élargi, l'opposition a réclamé hier la démission du ministre fédéral de l'Agriculture, Gerry Ritz. Et l'entreprise à l'origine du branle-bas a admis que ses contrôles de salubrité étaient insuffisants.

Dans la nuit de mercredi à hier, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a de nouveau élargi le rappel de produits de bœuf cru potentiellement contaminés par la bactérie *E. coli* O157: H7. Certains sont offerts au Québec, comme le «tendre petit rosbif d'épaule désossé assaisonné» vendu chez

Walmart ou les petits filets de bœuf «Stampede fumé» ou aux épices «style Montréal» de marque Le Choix du président.

Ces produits s'ajoutent aux 1500 qui ont déjà fait l'objet de rappels. Tant les grandes bannières (Metro, Provigo-Loblaws, Sobeys-IGA) que les petites épiceries, boucheries et restaurants sont touchés. Au total, près de 700 tonnes de bœuf ont été visées par le rappel.

Après trois jours d'absence de la Chambre des communes, le ministre de l'Agriculture, Gerry Ritz, n'a esquivé aucune question sur la crise, hier. Il a dit s'attendre à ce que d'autres rappels suivent dans les prochains jours, et a défendu la manière dont son gouvernement a géré la crise.

«Lorsque vous regardez la chronologie des événements, vous verrez que nous avons agi de la manière la plus rapide et responsable possible, à mesure que l'information devenait disponible, qu'elle vienne de l'usine, de la Santé publique, de l'Alberta ou du niveau national», a affirmé le ministre Ritz.

Il précise que l'établissement albertain de XL Foods, l'un des trois plus grands abattoirs du Canada, restera fermé jusqu'à ce que l'ACIA lui certifie par écrit qu'il est sûr.

Les partis de l'opposition reprochent au gouvernement conservateur d'avoir caché la présence d'*E. coli* dans du bœuf de XL Foods pendant près de deux semaines. Ils soulignent que l'ACIA

a empêché l'entreprise d'exporter ses produits aux États-Unis avant même que les Canadiens soient informés du problème. Et ce n'est que le 27 septembre – trois semaines après la découverte initiale de la bactérie – que l'abattoir a finalement été fermé.

Le Nouveau Parti démocratique (NPD) a réclamé hier la démission du ministre Ritz, qu'il tient responsable de cette situation.

«Le gouvernement savait que XL Foods n'avait pas de système en place pour dépister et retracer la bactérie *E. coli*, et le ministre de l'Agriculture le savait, a dénoncé le chef néo-démocrate, Thomas Mulcair. Même après que l'alerte pour *E. coli* a été donnée par le

gouvernement américain, XL Foods continuait de cacher des informations vitales sur la salubrité des installations. Pourquoi le ministre de l'Agriculture a-t-il caché à la population ces informations sur le bœuf contaminé?»

Le NPD souligne que près d'une semaine s'est écoulée entre le moment où la bactérie a été détectée pour la première fois, le 4 septembre, et le moment où XL Foods a remis à l'ACIA des renseignements sur la distribution de ses produits.

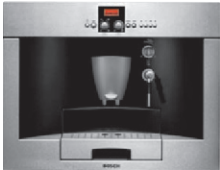
Ce délai est «inacceptable», a reconnu le ministre Ritz. Il a cependant souligné qu'une loi à l'étude par le Parlement permettrait à l'ACIA d'imposer des délais plus courts à des entreprises dans des cas comme celui-ci.

Vous aimerez votre nouvelle «salle familiale».

 **BOSCH**
Des technologies pour la vie

À l'achat d'appareils Bosch admissibles, recevez des remises instantanées pouvant atteindre

2000 \$*



L'offre ne comprend pas nécessairement les éléments montrés.

Pour obtenir plus de détails et la liste complète des détaillants, adressez-vous à un représentant Bosch ou visitez le **bosch-home.ca**

Corbeil Électroménagers
30 succursales

JC Perreault
Joliette · Kirkland · Saint-Hubert
St-Roch-de-l'Achigan · Laval

Maison Éthier
Saint-Basile-le-Grand
Saint-Jean-sur-Richelieu

Germain Larivière
Brossard · Laval
St-Hyacinthe

Offre valide du 13 septembre au 1^{er} novembre 2012.
Laissez la nourriture et nos électroménagers vous conquérir : facebook.com/boschcdn

* Le montant total de la remise indiqué s'applique à l'achat d'un ensemble de 5 appareils. Réfrigérateur encastré, table de cuisson à induction, four mural double ou combiné avec four à micro-ondes, système de ventilation et un lave-vaisselle de série 800 Plus (poignée saillante). Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre Bosch. Offre en vigueur seulement chez les détaillants autorisés participants. S'adresser au détaillant pour en savoir plus. La remise ne comprend pas le modèle B26FT70SNS (réfrigérateur autonome à portes françaises). Offre uniquement valable au moment de l'achat. Chez certains détaillants, le prix indiqué tient déjà compte de la remise. BCAN052-24-102294-9





facebook.com/boschcdn

L'ACIA active son « Centre national des opérations d'urgence » et rappelle davantage de bœuf. D'autres rappels suivront les 18, 19, 20, 21, 22, 25, 27, 28, 29, 30 septembre et les 1^{er} et 3 octobre.

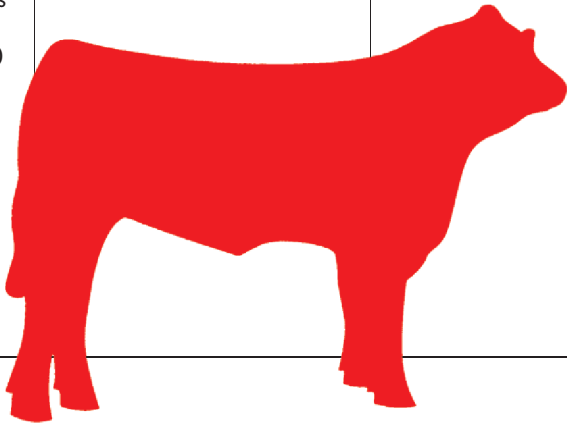
La bactérie *E. coli* est détectée dans du bœuf de XL Foods en Californie.

C'est confirmé: quatre personnes ont été infectées par des biftecks achetés dans un Costco d'Edmonton. Des biftecks sont rappelés.

Le permis de l'usine est suspendu, parce qu'elle n'a « pas présenté un plan acceptable pour régler le problème à long terme », dit l'ACIA.

XL Foods soumet un nouveau plan de mesures correctrices à l'ACIA, qui l'accepte le lendemain.

L'ACIA commence à « surveiller l'application par l'entreprise des mesures correctrices exigées ».



ministre Ritz

Mais le chef libéral, Bob Rae, accuse le gouvernement Harper de se cacher derrière l'ACIA pour masquer sa propre inaction.

« C'est clair que le gouvernement est en train de blâmer l'Agence, mais le problème pour le ministre, c'est qu'il était au courant et informé de chacune des actions de l'Agence, a-t-il dit. Il me semble qu'il doit partager la responsabilité avec l'Agence pour les délais qu'on voit. »

Les libéraux ont demandé hier au vérificateur général d'enquêter.

Lacunes

L'ACIA a détecté plusieurs « lacunes » dans la manière dont XL Foods contrôlait la salubrité des carcasses de bœuf dans ses installations (voir graphique). Certains équipements étaient endommagés. Un constat que n'a pas nié l'entreprise, qui a publié une déclaration après plusieurs jours de silence.

« Nous croyions que XL Foods était un leader dans l'industrie de la transformation du bœuf avec nos protocoles de sécurité des aliments, mais nous avons

appris que ce n'était pas suffisant, a indiqué l'entreprise dans une déclaration. Nous assumons l'entière responsabilité des opérations de notre établissement et de la nourriture qui y est produite, qui est consommée par des Canadiens d'est en ouest. »

La société albertaine a promis d'adopter une série de mesures pour resserrer la salubrité de ses installations (voir autre texte).

Quatre victimes

Les autorités fédérales ont confirmé quatre cas de maladie liés à la consommation de bœuf provenant de XL Foods. D'autres cas sont soupçonnés, notamment en Saskatchewan. Personne n'est mort de la maladie, mais un recours collectif de victimes serait en préparation.

Il est à noter qu'à peine 23 % du bœuf mangé au Québec en 2010 était québécois, selon le ministère de l'Agriculture (MAPAQ). Le reste provenait à 7 % de l'étranger et à 70 % d'autres provinces canadiennes ou de pays étrangers après être passé par l'une de ces provinces.

IL FAUT JETER DES TONNES DE VIANDE

Que faut-il faire si on croit avoir du bœuf visé par les nombreux rappels? Il faut le jeter, dit l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Même s'il a été cuisiné et congelé.

« Si vous avez déjà préparé la viande en question [par exemple, pour en faire du chili ou de la sauce à spaghetti], ne la consommez pas, met en garde l'ACIA. Si vous n'êtes pas certain si un produit est visé par le rappel, le plus sûr serait de le jeter. Dans le doute, jetez-le! »

XL Foods conseille plutôt, sur son site internet, de rapporter la viande chez le marchand pour obtenir un remboursement.

Les symptômes d'une infection à l'*E. coli* sont surtout gastro-intestinaux, explique l'Agence de santé publique du Canada. Mais de 5 % à 10 % des gens rendus malades par l'*E. coli* O157: H7 souffrent du syndrome hémolytique et urémique, qui peut être fatal. Ce taux grimpe à 15 % chez les jeunes enfants et les personnes âgées.



FERMER UNE USINE, DU RAREMENT VU

MARIE ALLARD

Fermer l'usine XL Foods, en Alberta, en raison d'une contamination par la bactérie *E. coli*, « ça s'est rarement vu au Canada », a dit hier Sylvain Charlebois, spécialiste en sécurité alimentaire à l'Université de Guelph, en Ontario. « C'est une mesure extrêmement dramatique. »

Ce blâme s'explique par le manque de transparence de XL Foods, qui a tardé à remettre ses résultats d'analyse à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), selon l'expert.

« La relation entre l'industrie et l'Agence est dysfonctionnelle », a-t-il estimé. Cette dernière manque généralement de pouvoirs contraignants.

PLUS DE 1500 PRODUITS DE BŒUF SONT PEUT-ÊTRE CONTAMINÉS

XL FOODS OCCUPE 40 % DU MARCHÉ CANADIEN DU BŒUF

L'ALBERTA EXPORTE POUR 1 MILLIARD DE DOLLARS PAR AN DE PIÈCES DE BŒUF

77% DU BŒUF MANGÉ AU QUÉBEC VIENT DE L'EXTÉRIEUR

Sources: ACIA, Sylvain Charlebois, MAPAQ

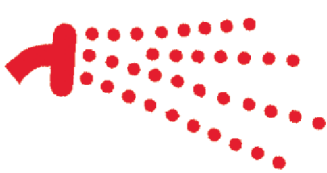
CINQ CAUSES DE LA CONTAMINATION

C'est « une combinaison de lacunes » qui a mené à la contamination par la bactérie *E. coli* O157: H7 des produits de XL Foods, selon l'enquête de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Il faut savoir que la détection de l'*E. coli* dans des abattages « n'est pas rare », selon l'Agence.

Chez XL Foods:

1 Les mesures d'intervention étaient insuffisantes lorsqu'un nombre anormalement élevé de résultats positifs à l'*E. coli* était détecté.

- 2 La viande produite immédiatement avant et après un produit contaminé n'était pas toujours éliminée de la chaîne de production.
- 3 L'analyse de tendances des données recueillies n'était pas réalisée correctement.
- 4 Les protocoles d'échantillonnage n'étaient pas toujours respectés, « ce qui a pu générer des résultats d'analyse inexacts », précise l'ACIA.
- 5 De « légers problèmes sanitaires » concernant le contrôle de la condensation et de la ventilation ont aussi été notés.



XL Foods a promis hier de rehausser ses protocoles de dépistage, avec des audits vidéo à distance. Le lavage à haute pression des pièces de bœuf avec de l'eau à 85 °C sera aussi étendu, « pour éliminer toute contamination à l'*E. coli* possible », a indiqué l'entreprise.

Des amis de la banlieue

Avec Marc Labrèche et Anne Dorval

Au menu : souper avec des amis du 450, *squeegee* insistant et pièce de théâtre ratée.

Invités : Pierre Brassard, Jennie-Anne Walker et James Hyndman

telequebec.tv

LES BOBOS
ce soir 20 h

Télé-Québec
L'AUTRE TÉLÉ

ACTUALITÉS

La fin de la monarchie



Ciel, une perquisition chez le maire Gilles Vaillancourt? Je rêve.

Personne n’est encore accusé, mais une monarchie municipale s’effondre sous nos yeux, mesdames et messieurs.

Laval... où règne depuis 1989 le maire Vaillancourt, souvent attaqué, jamais inquiété.

Est-ce l’effet Marteau ou l’effet Zambito? C’est surtout, derrière cette commission d’enquête, derrière ces escouades anticorruption, un mouvement général de dégoût et de révolte contre les détournements de démocratie organisés. Sans cet élan, mû par un journalisme d’enquête vigoureux, pas d’effort policier, pas de commission d’enquête.

Que trouvera-t-on? Au moins ceci: les choses ne peuvent plus continuer comme avant. Le ménage est en marche.

■ ■ ■

Laval, comme Montréal, est un « marché fermé », a dit cette

semaine l’entrepreneur Lino Zambito. Ce que ça veut dire, c’est qu’un petit gang d’escrocs s’empare des contrats publics, se les partage.

Il paraît qu’il faut de l’aide pour que l’escroquerie fonctionne. Il ne suffit pas que les entrepreneurs s’entendent entre eux. À Montréal, a dit

Zambito, il fallait corrompre des fonctionnaires. Il fallait payer la mafia. Il fallait financer le politique.

À Laval? On ne le « sait » pas encore: Zambito n’est pas rendu là dans son récit. Ce n’est peut-être pas un pur hasard, donc, si la Sûreté du Québec a fait ses perquisitions hier, avant que la

preuve commence à circuler publiquement.

Le fait est qu’une enquête criminelle d’une envergure qu’on n’a jamais vue à Laval est en cours et elle est rendue dans le sous-sol du maire.

On en était venu à croire que les scandales et les enveloppes lui glisseraient dessus éternellement sans que jamais rien de fâcheux ne lui arrive, vu qu’il était réélu à répétition et comme à perpétuité... Comme s’il jouissait d’une immunité divine et politique.

Souvenons-nous des enquêtes de mes collègues Bruno

– 170 000\$. Chaque semaine, le brave homme venait vérifier s’il y avait de l’écoute électronique.

Divers scandales ont pimenté son administration, et chaque journaliste à Montréal a entendu au moins une « histoire de Laval » plus ou moins étayée. Mais jamais rien n’allait arriver.

Puis soudain, l’an dernier, oups, une enveloppe brune a fait surface aux nouvelles de Radio-Canada.

Et une autre...

Des enveloppes d’argent comptant offertes par Gilles Vaillancourt lui-même à des

Ménard... pour ensuite laisser faire. « L’Histoire jugera », a-t-il dit avec la pompe des grands jours.

Puis, au mois d’août, on voit apparaître une troisième enveloppe offerte par le maire de Laval, celle-là à un organisateur péquiste qui l’affirme publiquement: 10 000\$.

Ça commence à faire beaucoup de gens qui disent s’être fait offrir des enveloppes d’argent par le maire. Drôle de manie, non? C’est un cleptomane à l’envers, c’est plus fort que lui, il voit un politicien, il sort une enveloppe...

Si c’est vrai, et j’ai toujours cru en l’honnêteté de Serge Ménard, dans quel but faisait-il ces « dons »? N’est-ce pas pour mouiller un peu ces recrues politiques? Est-ce un piège ou une pente glissante?

On ne le saura peut-être jamais. Ce qu’on sait, c’est que la loi du silence n’est plus respectée. Et si, dans cette enquête, on fouille non seulement la mairie, mais également le service d’ingénierie de la Ville de Laval, c’est que la police semble viser le cœur du système de gestion des travaux publics de la troisième ville du Québec.

Personne n’est accusé. On ne sait pas ce qui en sortira.

Mais marquez bien cette date au calendrier des affaires municipales: c’est officiellement la fin d’une époque.



Pour joindre notre chroniqueur: **yves.boisvert@lapresse.ca**

Daniel Renaud se joint à *La Presse*



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT

Le journaliste Daniel Renaud s’est joint à l’équipe de *La Presse*, hier. Il couvrira la justice et le crime organisé.

« Nous sommes très heureux d’accueillir Daniel Renaud au sein de notre équipe, a dit Éric Trottier, éditeur adjoint et vice-président de *La Presse*. Daniel est un spécialiste du crime organisé qui a acquis une vaste expérience de ce milieu au fil des années. Au moment de la commission Charbonneau, de la reprise des superprocès des Hells Angels et d’une guerre des gangs mafieux, son apport sera inestimable pour *La Presse* et nos lecteurs. »

M. Renaud, qui a remporté le prix Judith-Jasmin en 2003, a commencé sa carrière en 1989 à la radio de CJMS. Il a travaillé pour TQS, TVA, ainsi qu’au *Journal de Montréal*, où il était affecté aux affaires criminelles. Durant le lock-out, de 2009 à 2011, il a contribué au site Rue Frontenac.

Les « riches » gagnent 29 milliards

LE SOLEIL

QUÉBEC — Combien ont totalisé les salaires annuels des contribuables québécois qui ont gagné 150 000\$ et plus en 2009? Et combien étaient-ils?

Des données fiscales publiées par l’Institut de recherche et d’informations socio-économiques (IRIS) étonnent alors que le débat sur l’imposition des contribuables québécois les plus fortunés continue d’alimenter les discussions.

En 2009, 92 000 contribuables québécois ont déclaré un revenu annuel de 150 000\$ et plus. L’addition de leurs revenus déclarés a ainsi totalisé une somme de 29 milliards de dollars. Ces contribuables ont donc un revenu annuel moyen de 315 000\$.

Chercheur à l’IRIS, Simon Tremblay-Pépin n’en revient d’ailleurs toujours pas du tollé soulevé par la nouvelle mesure fiscale qui toucherait seulement 2% des contribuables québécois. « Si faire partie des 92 000 personnes au Québec qui se partagent entre elles 29 milliards n’est pas être riche, on se demande un peu ce qu’est être riche », a-t-il indiqué hier au *Soleil*.

M. Pépin, qui publie régulièrement des commentaires sous forme d’un

blogue sur le site de l’IRIS, semble avoir visé juste la semaine dernière avec un texte portant sur la fiscalité québécoise et ses mythes. Hier, près de 100 commentaires d’internautes y avaient été enregistrés.

Depuis son élection, le Parti québécois (PQ) a signifié clairement son intention de créer deux nouveaux paliers progressifs d’imposition pour les contribuables québécois qui ont un revenu de plus de 130 000\$ par année.

Le PQ souhaite créer un quatrième palier qui imposera à 28% les revenus d’un contribuable entre 130 000\$ et 250 000\$. Un cinquième palier à un taux marginal d’imposition de 31% verrait également le jour pour tout gain annuel dépassant 250 000\$.

Un contribuable qui déclarera l’an prochain des revenus de 150 000\$ verra son taux d’imposition progresser de 0,53%, alors que celui qui aura un gain de 300 000\$ paiera 2,77% de plus annuellement en impôts.

Avec ces nouvelles mesures, le nouveau gouvernement espère amasser 1 milliard de dollars afin de compenser l’abolition de taxe santé, qui s’élève à 200\$ cette année pour tous les contribuables québécois, fortunés ou non.

TAUX MARGINAUX D'IMPOSITION PAR TRANCHE DE REVENUS, AVANT DÉDUCTIONS FISCALES AU QUÉBEC

0 à 40 100\$	16%
40 100 à 80 200\$	20%
80 200\$ et plus	24%
130 000 à 250 000\$*	28%
250 000\$ et plus*	31%

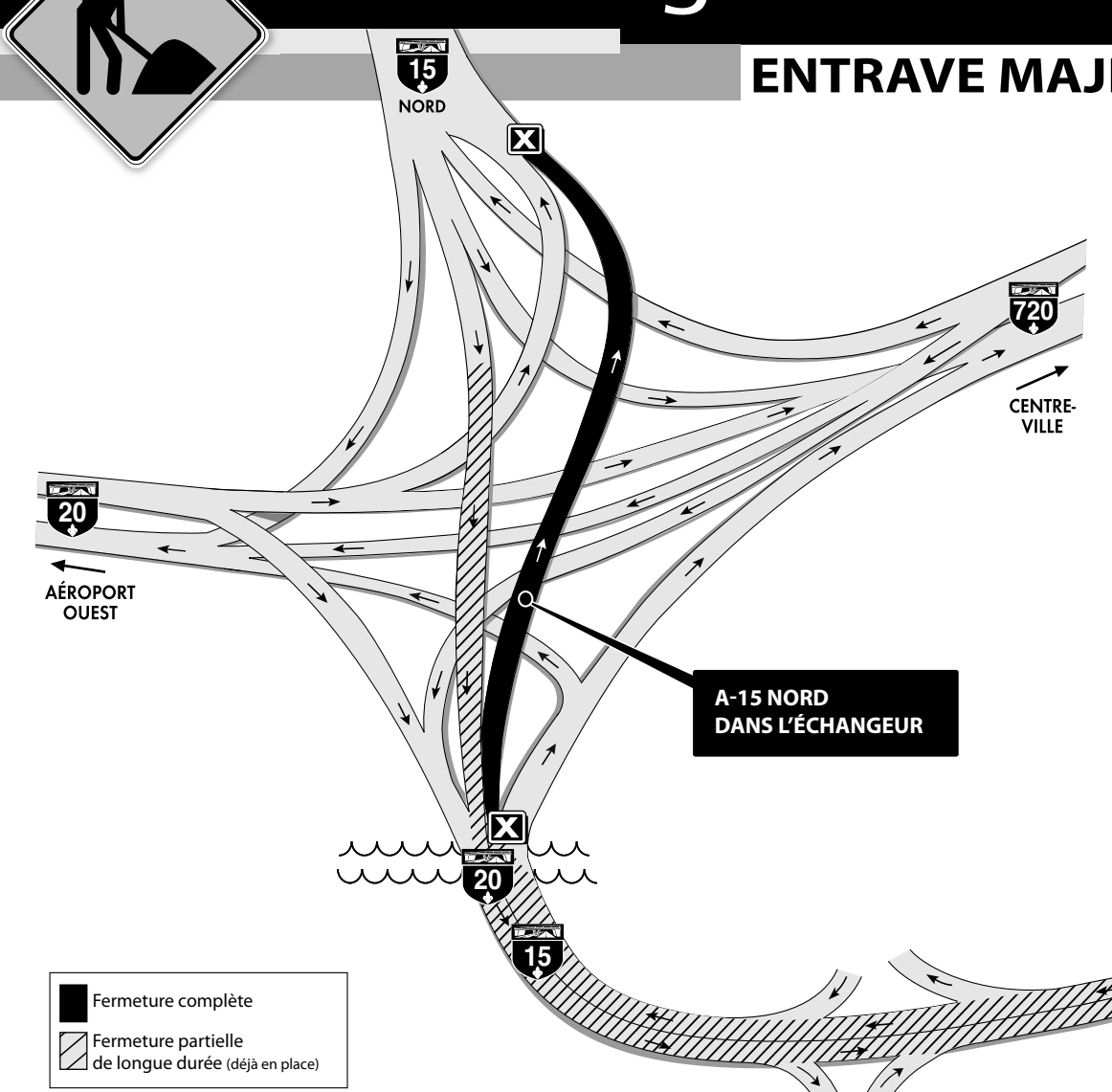
* Nouveaux paliers d’imposition préconisés par le PQ.

Sources: l’IRIS et Revenu Québec



Échangeur Turcote

ENTRAVE MAJEURE



RISQUE DE CONGESTION

FIN DE SEMAINE DU 5 OCTOBRE 2012

**A-15 nord dans l'échangeur**

DE 23 H VENDREDI À MIDI LUNDI*

* Selon la progression des travaux, cette fermeture pourrait se terminer plus tôt.

Note : Des fermetures de nuit de différentes bretelles de l'échangeur sont également prévues cette fin de semaine.



En cas de conditions météorologiques défavorables, ces interventions seront reportées.



Les détours seront balisés à l'aide de panneaux de signalisation.

**Fermeture complète**

**Fermeture partielle de longue durée (déjà en place)**

quebec511.info

**MOBILITÉ MONTRÉAL**

CHACUN FAIT PARTIE DE LA SOLUTION

Transports Québec



Si votre solde quotidien moyen est de :	100\$	500\$	1000\$
Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :	1,60\$	8,01\$	16,03\$

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux sans intérêt » : achat minimum requis de 499\$ avant taxes pour les appareils électroniques sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins. Ne payez que les taxes au moment de l'achat et les taxes EcoFrais si applicables. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum du cycle de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum du cycle de crédit apparaît sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.



Brault & Martineau

Pour le meilleur et pour le prix

Prix Chocs!

Panasonic VIERA
des idées pour la vie

Téléviseur à écran plasma de 50 po

Résolution pleine HD 1080p, 1 entrée USB, mode jeu, lecteur de carte SD
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois

2219\$^{*/mois}
799\$[†]

Prix CHOC!



Panasonic VIERA
des idées pour la vie

Téléviseur à écran plasma de 42 po

Résolution 720p, 1 entrée USB, lecteur multimédia avec lenteur pour carte SD
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois

1386\$^{*/mois}
499\$[†]

Prix CHOC!



Prix CHOC!

2219\$^{*/mois}
799\$[†]

PROSCAN

Téléviseur à écran DEL de 46 po

Résolution 1080p, temps de réponse de 6,5 ms, modèle ultra-mince, rapport de contraste de 5000:1
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois



Prix CHOC!

775\$^{*/mois}
279\$[†]

TOSHIBA

Téléviseur à écran ACL de 32 po

Résolution 720p, 1 entrée USB pour images et fichiers audio, 1 entrée PC
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois



Prix CHOC!

1525\$^{*/mois}
549\$[†]

SONY

Téléviseur à écran ACL de 40 po

Résolution pleine HD 1080p, effet ambiophonique, 1 port USB
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois



Prix CHOC!

1247\$^{*/mois}
449\$

ONKYO

Ensemble cinéma maison

5.1 canaux, puissance de sortie totale de 730 watts, subwoofer de 8 po, 4 entrées HDMI compatibles 3D, affichage du menu à l'écran via HDMI, branchement direct iPhone/iPad via USB à l'avant
Livraison gratuite



Prix CHOC!

1386\$^{*/mois}
499\$

JBL

Barre de son avec subwoofer sans fil

Son ambiophonique 2.1, puissance de sortie totale de 200 watts, subwoofer sans fil, prêt à la technologie 3D, entrées numériques optiques/coaxiales et connexions analogiques, nécessaire d'installation murale pour la barre de son
Livraison gratuite



Prix CHOC!

2081\$^{*/mois}
749\$

Pioneer

Ensemble cinéma maison

Puissance de sortie totale de 1100 watts, lecteur Blu-ray, prêt à la technologie 3D, visionneur de JPEG
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois



Panasonic
des idées pour la vie

Appareil photo numérique de 16,1 mégapixels

Écran ACL de 3 po, objectif LEICA DC, zoom optique 10x, zoom numérique 4x
Aussi disponible en noir
Garantie du fabricant de 12 mois



TOSHIBA

Ordinateur portable

Écran de 15,6 po, processeur AMD série E1-1200, 4 Go de mémoire vive, disque dur de 500 Go, carte graphique AMD Radeon HD, caméra Web
Garantie du fabricant de 12 mois



everik

Meuble audio/vidéo

Pour téléviseur à écran de 42 po ou moins, charge maximale de la tablette supérieure de 80 kg (176 lb), système de gestion des câbles, assemblage ne requérant aucun outil
Livraison gratuite et garantie du fabricant de 12 mois



Panasonic
des idées pour la vie

Aspirateur-balai sans sac

Puissant moteur de 12 A, action cyclonique 9x, tête d'aspiration pivotante JetTurn, brosse à turbine à air, cordon de 7,3 m (24 pi)
Garantie du fabricant de 12 mois

Payez en

36

versements sans intérêt*

jusqu'en **octobre 2015** sur les appareils électroniques[†]

LIVRAISON GRATUITE

7 JOURS SUR 7, MÊME LE DIMANCHE!

Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.

HEURES D'OUVERTURE:

LUNDI AU VENDREDI 9 H À 21 H • SAMEDI 9 H À 17 H • DIMANCHE 10 H À 17 H

braultetmartineau.com

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau



Suivez-nous sur
twitter
au @BM_Promotions

BROSSARD 450 619-6777
RENTIGNY 450 470-0815

GATINEAU 819 561-5007 • 1 877 755-2555
SHERBROOKE 819 562-4242 • 1 800 267-4240

KIRKLAND 514 697-9228
SAINT-HUBERT 450 676-1911

LASALLE 514 364-6110
SAINTE-THÉRÈSE 450 430-0555

SAINT-LÉONARD 514 254-9455
LAVAL 450 682-2516

GOUROUS INC. SECTE ET FRIC

HIER, NOTRE ENQUÊTE A FAIT ÉTAT DE L'EMPRISE PSYCHOLOGIQUE DU CHEF DU GROUPE LA SOURCE SUR SES MEMBRES. AUJOURD'HUI, IL EST QUESTION DES MANIGANCES FINANCIÈRES DE JEAN-CLAUDE GALLANT ET DE L'INCAPACITÉ DES AUTORITÉS À AGIR.

GOUROU ET ROI DE L'IMMOBILIER

Le Mouvement Desjardins poursuit Gallant pour fraude immobilière



Le chef du groupe La Source, Jean-Claude Gallant, est avant tout un promoteur immobilier, avide de luxe. Et pour satisfaire ses besoins, il demande à ses adeptes d'agir comme prête-noms pour déjouer le fisc et les banques, selon plusieurs sources.

« Pour Claude, le but des séances de *rebirth* n'est pas tant de récolter les 350\$ par participant que de trouver d'éventuels acheteurs ou des poteaux pour ses terrains », nous dit l'un des ex-membres.

En 2004, Gallant met la main sur un immense terrain à Prévost, dans les Basses-Laurentides. La terre fait l'équivalent de 26 terrains de football. Rapidement, il la sépare en 25 petits lots. La plupart sont vendus à ses fidèles, qui s'y font construire des maisons. Gallant garde un domaine grand comme sept terrains de football, sur lequel il fait ériger un palace.

Or, plusieurs membres de La Source disent avoir servi de prête-noms. Certains racontent avoir acheté des lots en leur nom pour le chef et contracté des hypothèques dont ils n'ont pas assumé les paiements. Gallant leur a versé 5000\$ pour ce service.

Poursuite de Desjardins

L'homme est poursuivi par le Mouvement Desjardins dans cette affaire, avec deux de ses fidèles. L'institution les accuse d'avoir orchestré « plusieurs transactions frauduleuses », en fabricant de faux documents. Elle leur réclame 122 746\$, notamment pour les commissions de courtier hypothécaire qu'ils ont illégalement empochées.

De plus, elle exige des défenseurs qu'ils divulguent toutes les transactions basées sur de faux renseignements, en plus de celles déjà identifiées.

Elle veut aussi leur interdire de participer à toute demande de financement auprès de Desjardins, notamment, parce que l'enquête « fut longue et ardue afin de découvrir les stratagèmes mis en place » par Gallant et ses acolytes.

Dans sa requête, l'institution affirme que la stratégie visait à permettre à certains de bénéficier de la plus-value des propriétés sur la base de faux renseignements. Selon nos informations, l'utilisation de prête-noms aurait surtout permis à Gallant de doper le prix de maisons et de soutirer des prêts hypothécaires gonflés destinés à financer d'autres activités.

Une des transactions douteuses concerne le centre même où se donnent les ateliers de *rebirth*, sur Curé-Labelle, situé à quelques kilomètres du domaine de Gallant. En 2008, la propriété a été vendue par un adepte à un autre. La transaction a été réalisée pour une somme



51% supérieure à sa valeur au marché, soit 365 000\$ contre 241 000\$ pour des propriétés comparables.

Les prête-noms permettraient aussi à Gallant de frauder le fisc lors de la revente des maisons. En effet, ces propriétés sont déclarées comme résidence principale des prête-noms, un bien dont les gains sont non imposables.

« C'est un champion des faux papiers », nous ont dit certains déserteurs.

Pour acheter la terre de Prévost, Gallant a versé un acompte de 60 000\$ en 2004. Il a ensuite récolté près de 1 million de dollars auprès de ses adeptes en leur vendant les petits lots. Depuis deux

Gallant mijote justement un nouveau projet, où il est en train de déménager la secte. En mai 2011, il a acheté avec deux fidèles une terre gigantesque située à 20 kilomètres à l'ouest de Saint-Jérôme, sur le chemin des Mille-Isles. Certains adeptes sont déjà installés dans une maison de campagne adjacente. Les deux transactions ont coûté 825 000\$.

La terre du « Domaine La Source des Mille Isles » est grande comme 131 terrains de football. Gallant veut y faire construire de nombreuses maisons. Et ses fidèles ont déjà mis la main à la pâte pour bâtir une écurie commune.

Des proches de La Source racontent que certains ont avancé des fonds pour des lots éventuels. Ils se demandent si Gallant réussira à financer ses ambitions, maintenant que la secte a éclaté.

Gallant a été confronté par un adepte, à l'automne 2011. Le gourou aurait promis de rembourser son monde, mais a admis qu'il manquait d'argent parce qu'il n'arrivait pas à vendre sa luxueuse résidence. Certains fidèles restent par conviction, alors que d'autres le font parce qu'ils sont pris à la gorge, financièrement.

Jean-Claude Gallant n'a pas voulu commenter les allégations qui pèsent sur lui concernant l'immobilier.

Pour joindre nos journalistes : mcm@lapresse.ca fvailles@lapresse.ca

Le spécialiste du CONFORT

Très grande sélection de chaussures et bottes tendance adaptées à vos ORTHÈSES.



POINTURES
6 à 15 pour homme
4 à 13 pour femme

PLUS DE 300 MODÈLES



Grand choix de LARGEUR
B à 6E pour homme
AA à 4E pour femme



Chaussures Dupuis

3963, rue Wellington à Verdun
514.762.5184
www.chaussuresdupuis.com

À 2 minutes de marche de l'Église
À 5 minutes du pont Champlain



Notre vidéo

ISABELLE DUBÉ



Sur www.lapresse.ca/rebirth2

Une victime raconte l'enfer de la secte et l'ampleur de l'emprise psychologique de Jean-Claude Gallant.

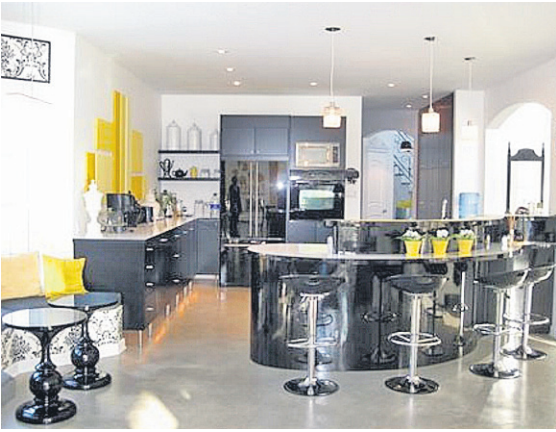
Gourous inc.

DEMAIN dans ENJEUX > Les bricoleurs de l'âme

GOUROUS INC. SECTE ET FRIC



Jean-Claude Gallant tente de vendre son palace de Prévost (dont on voit l'intérieur sur les photos de droite) et entraîne ses adeptes au nouveau « Domaine La Source des Mille Isles », sur une terre grande comme 131 terrains de football, à 20 km de Saint-Jérôme. Son groupe vient d'y construire une écurie.



VENTES PYRAMIDALES
OBJECTIF: BMW



PHOTO TIRÉE DE FACEBOOK

FRANCIS VAILLES
ET MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Sur Facebook, Jean-Claude Gallant pose fièrement derrière la portière ouverte d'une voiture de luxe. « J'veous l'avais dit!! J'ai eu ma BMW Visalus!! », a-t-il noté sur son mur, avant d'inviter ses amis à cliquer sur un lien pour avoir la leur. Première étape vers leur rêve: payer 500\$ pour pouvoir vendre les produits amaigrissants Visalus. Deuxième étape: recruter un nombre suffisant de nouveaux vendeurs, qui devront, eux aussi, payer 500\$.

D'après nos sources, ce n'est pas la première fois que le gourou propose à ses fidèles de participer à des systèmes de vente pyramidale controversés.

Il y a quelques années, c'était les bouquets d'interurbains ACN, puis les produits nettoyeurs Melaleuca, nous ont dit plusieurs déserteurs du Centre de croissance personnelle La Source. « Il fallait tous assister aux séances. J'y ai perdu quelques centaines de dollars », nous a dit l'un d'eux.

Visalus, ACN et Melaleuca ont mauvaise presse depuis plusieurs années. L'automne dernier, Visalus a fait l'objet d'une enquête peu flatteuse de l'émission La facture, à Radio-Canada. Quant à ACN et à Melaleuca, ils ont été critiqués par la revue Protégez-vous à l'automne 2009 pour leur « dérive sectaire ».

Selon les reportages, ces produits sont vendus de façon pyramidale aux membres et seuls les abonnés au sommet de la pyramide finissent par faire de l'argent. « Gallant se met au top de la pyramide ou pas loin », assure un déserteur.

Pour Gallant, entouré de fidèles, faire du recrutement est sans doute plus facile que pour le commun des mortels. Aujourd'hui, au moins quatre adeptes de son centre de rebirth s'associent comme lui aux produits Visalus sur Facebook. Une photo montre trois d'entre elles en train d'en faire la promotion au Festi Jazz de Tremblant, en août dernier. Sur Facebook, l'une de ces jeunes femmes le félicite et ajoute: « Moi aussi, je travaille pour l'avoir, ma belle BMW Visalus. » Et au petit resto du groupe, le Café 4 sucres, à Prévost, un énorme panneau Visalus est affiché sur la vitrine.

Plusieurs adeptes se sont rendus loin dans la démarche. En novembre 2007, certains ont même voyagé jusqu'à Baltimore, aux États-Unis, pour des séances de motivation sur les produits ACN. Ils racontent avoir perdu de l'argent.

Questionné à ce sujet, Jean-Claude Gallant dit ne pas voir de problème dans ce « marketing relationnel », qui existe « depuis 25, 30 ans ». Il soutient également n'avoir jamais entendu dire que ces méthodes pouvaient présenter des dérives sectaires.

QUE FAIT
LA POLICE?

MARIE-CLAUDE MALBOEUF
ET FRANCIS VAILLES

Après leur fuite, d'anciens adeptes du rebirth ont informé la police de Montréal et la Sûreté du Québec des agissements de Jean-Claude Gallant.

Plusieurs mois plus tard, ce dernier continue de recruter de nouveaux membres, sans avoir été arrêté. Et la majorité des anciens adeptes n'a toujours pas été interrogée à son sujet.

« Quand j'ai porté plainte, les policiers n'en revenaient pas. Mais ils ne savaient pas quoi faire, parce que ce n'est pas comme si j'avais été attachée, violée, ou forcée de faire des chèques », rapporte une ancienne fidèle.

« QUAND J'AI PORTÉ
PLAINTÉ, LES POLICIERS
N'EN REVENAIENT PAS.
MAIS ILS NE SAVAIENT PAS
QUOI FAIRE. »

La situation lui rappelle celle de cette jeune femme, morte à la suite d'un exercice de sudation extrême après avoir versé des milliers de dollars à un autre groupe d'épanouissement personnel. « La femme qui le dirige a continué après. Ces gens sont libres de faire ce qu'ils veulent, c'est terrible! »

En août dernier, un an après les événements (et après leur récit pétifiant à Radio-Canada), Québec a enfin déposé des accusations de négligence criminelle contre Gabrielle Fréchette. Mais lorsqu'un groupe n'est pas associé à une mort, les poursuites sont presque impossibles.

Choquée par les meurtres et suicides organisés par l'Ordre du temple solaire, la France est plus féroce. Depuis 2001, une loi (About-Picard) punit l'exercice de « pressions réitérées » ou l'emploi de « techniques propres à altérer le jugement » d'une « personne en état de sujétion psychologique ». Lorsque l'infraction est commise par le dirigeant d'un groupe, celui-ci risque cinq ans de prison. Un service d'enquête spécialisé assiste les procureurs.

En dix ans, cinq gourous ont déjà été condamnés, et des dizaines de causes sont en cour d'instance. Parmi les condamnés, on compte Robert Lê Dinh, dit Tang, qui a eu des relations sexuelles avec plusieurs fidèles, dont l'une a été sa maîtresse pendant 22 ans. En 2010, le jury a reconnu que les victimes du gourou étaient sous son emprise mentale; elles n'étaient donc pas libres. Cela a permis de le condamner à 15 ans de prison pour viol.

COMMISSION CHARBONNEAU

Raynald Desjardins refuse de comparaître

Son avocat s'inquiète des possibles répercussions sur le procès pour meurtre de son client

EXCLUSIF

DANIEL RENAUD

L'homme d'affaires Raynald Desjardins n'a aucunement l'intention de témoigner devant la commissaire France Charbonneau et ses adjoints, même à huis clos.

Actuellement détenu au Centre de prévention Rivière-des-Prairies, Desjardins a reçu une citation à comparaître des mains des enquêteurs de la commission Charbonneau le 4 septembre. Il a ordre de comparaître personnellement devant les commissaires, sous peine d'outrage au tribunal, entre le 17 septembre et le 14 février 2013, « pour témoigner de toutes informations pertinentes relatives au mandat de la Commission d'enquête ».

Raynald Desjardins est actuellement accusé, avec quatre autres individus, du meurtre de l'aspirant parrain Salvatore Montagna, 40 ans, commis le 24 novembre 2011 à Charlemagne. Dans la requête en cassation de la citation à comparaître, l'avocat de Desjardins, M^e Marc Labelle, écrit que le dossier dans lequel son client est accusé « implique nécessairement la constitution d'un jury et son assignation nuira à ladite sélection eu égard à la couverture médiatique importante et à l'image négative que l'on présente de lui ».

Le criminaliste fait également valoir plusieurs autres arguments. Même si les questions posées devant la Commission ne sont pas liées directement à cette affaire, la diffusion du témoignage de son client tendra à le désigner comme un membre du crime organisé, soutient l'avocat.



Raynald Desjardins et quatre autres suspects sont accusés du meurtre de l'aspirant parrain Salvatore Montagna, qui est survenu en novembre 2011.

M^e Labelle ajoute que l'assignation à comparaître viole le droit au silence de son client, le prive du droit constitutionnel de ne pas s'auto-incriminer et peut entraîner le dévoilement de la stratégie

répondre à toutes les questions posées concernant « les matières qui font le sujet de l'enquête ». L'avocat affirme que son client ne peut rendre un témoignage qui se rapporte au sujet de

l'intérêt de la justice. La cause sera débattue au cours des prochaines semaines.

Les événements

Raynald Desjardins, Vittorio Mirarchi, Felice Racaniello, Jack Simpson et Calogero Milioto ont été arrêtés le 20 décembre 2011, un mois à peine après le meurtre de Salvatore Montagna. Les cinq hommes sont accusés de meurtre et de complot. La preuve de la Sûreté du Québec dans cette affaire repose en grande partie sur des messages PIN que les suspects, qui les croyaient indéchiffrables, ont échangés sur leurs appareils BlackBerry avant, pendant et après l'assassinat de Montagna.

Selon la police, Montagna, Desjardins, le beau-frère de

LINO ZAMBITO : ORDONNANCE DE NON-PUBLICATION

Le témoignage de l'ancien entrepreneur en construction Lino Zambito s'est poursuivi, toute la journée hier, frappé d'une ordonnance de non-publication, devant la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, présidée par la juge France Charbonneau. Cette ordonnance interdit aux médias et à quiconque de rapporter les propos tenus depuis mercredi midi par l'ex-dirigeant de la firme de construction Infrabec, et ce, jusqu'à nouvel ordre. Lino Zambito, 43 ans, est à la barre des témoins depuis le 27 septembre dernier. Il a admis avoir participé à un système de collusion comprenant une dizaine d'entreprises, qui se sont partagé la majorité des contrats de construction et de réfection d'égouts de la Ville de Montréal de 2000 à 2009. Les audiences de la commission Charbonneau font relâche la semaine prochaine. Les travaux doivent reprendre le lundi 15 octobre. M. Zambito devrait encore être à la barre des témoins. — Bruno Bisson

ce dernier, Joe Di Maulo, ainsi que l'homme d'affaires Domenico Arcuri auraient été très actifs dans la lutte d'influence qui a mené à la chute des Rizzuto, en 2010.

Un conflit sur la façon de diriger les choses aurait ensuite éclaté entre Desjardins et Montagna, au printemps 2011. Le 16 septembre suivant, Desjardins a échappé de justesse à une tentative de meurtre près de son domicile, à Laval.



ATTEINTE DE SCLÉROSE EN PLAQUES

Elle demande de l'aide pour son agresseur

CHRISTIANE DESJARDINS

Atteinte de sclérose en plaques, une femme a été sauvagement agressée sexuellement et malmenée par son voisin, un délinquant sexuel récidiviste, le 20 mars 2011. Hier, après avoir livré un touchant témoignage sur les conséquences que cette agression a eues pour elle, la femme de 59 ans a dit souhaiter le meilleur pour son agresseur. Et elle a demandé de l'aide pour qu'il ne fasse plus de mal à personne.

« Je souhaite le meilleur pour qu'il n'y ait pas une sixième victime. Nous avons tous en nous le pouvoir d'être heureux », a dit la femme d'une voix douce, alors qu'elle s'adressait à la juge Nathalie Fafard. Dans le box, l'accusé, Pierre Lavoie, avait la tête basse et s'est essuyé les yeux à un certain moment.

L'homme de 56 ans a plaidé coupable en janvier dernier à une accusation d'agression sexuelle ayant

causé des lésions. Il résidait dans le même immeuble que la victime. Le soir du 20 mars 2011, il est allé la voir et a demandé à visiter son logement parce qu'un ami à lui en cherchait un semblable. Au terme de la visite, il a demandé un baiser à madame, qui a refusé. Il l'a alors couchée brutalement sur le plancher et lui a enfoncé sa main dans la bouche pour étouffer ses cris. Ce faisant, il lui a coupé le filet de la langue. Il l'a pénétrée avec ses doigts et lui a demandé une fellation. La femme a tenté de l'assommer avec un cadre tombé du mur, sans succès. Elle s'est alors mise à prier. Cela a surpris Lavoie, qui s'est mis à pleurer et l'a lâchée. Il a appelé le 911 et s'est livré.

Blessures et cauchemars

Hier, la victime a raconté qu'elle avait souffert des maux de tête et de dos parce qu'elle avait reçu un coup de poing au front lors de l'agression. Elle a dû avoir des points de suture

à la langue. Dans les mois qui ont suivi, elle a fait une infection aux poumons liée à sa maladie, mais peut-être aussi à l'agression. Elle a également pris des médicaments contre le sida. Madame a de maigres moyens, environ 13 500\$ par année. Malgré tout, comme elle avait trop peur de rester dans son logement, elle a déménagé. Elle est restée avec des peurs et fait encore des cauchemars.

En ce qui concerne l'accusé, il a été condamné à d'importantes peines de prison pour des délits sexuels par le passé: deux ans moins un jour en 1985, six ans en 1991 et huit ans en 1995. Il était en liberté depuis 2003.

Hier, la procureure de la Couronne, M^e Rachelle Pitre, a demandé que M. Lavoie soit déclaré délinquant dangereux. L'accusé n'a pas contesté cette demande. M^e Pitre et l'avocat de la défense, M^e Marc Labelle, ont suggéré une peine de 12 ans. La juge Fafard rendra sa décision le 18 octobre.

ADIEU DOULEUR

RETROUVEZ LE VRAI PLAISIR DE MARCHER

De vos genoux à vos pieds, c'est notre spécialité : orthèse sur mesure, orthésistes sur place, bas de compression et choix de chaussures et de bottes classiques, tendance et mode.

POULIOT LABORATOIRE D'ORTHÈSES

4596, boul. Saint-Laurent 514-848-0100 pouliotlab.com

LIQUIDATION DE FAILLITE

DU JAMAIS VU!!

1^{er} tapis 80% de rabais 2^e gratuit (valeur égale ou moindre du premier)

4 JOURS SEULEMENT

DES PRIX PLUS BAS QUE CEUX D'UNE FAILLITE! (Ce n'est pas un encan.)

Rabais de 80 % DES MILLIERS DE TAPIS À LIQUIDER

Énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques, dans toutes les teintes et les dimensions (de 2 pi x 3 pi jusqu'à 15 pi x 20 pi, tapis de passage jusqu'à 22 pi, ainsi que des tapis ronds et carrés). Bidjar, Kazak, Qum pure soie, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavé au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs tapis tribaux.

Nouvelle marchandise de meubles, bronzes, peintures à l'huile et beaucoup plus!

5, 6, 7 et 8 octobre

Heures d'ouverture: Vendredi 5 octobre : 11 h à 19 h Samedi 6 octobre : 11 h à 18 h Dimanche 7 et lundi 8 octobre : 11 h à 17 h

4150, boul. Poirier, Saint-Laurent (angle boul. Thimens)

VISA MasterCard AMERICAN EXPRESS

OPPEN'S

Spécialistes de mode pour tailles fortes de 14 à 24

Nouveaux arrivages 2012 chaque jour:

Kokomarina Linda Lundström Eileen Fisher Woman Lauren Vidal Spanx... et plus.

Arrêtez, magasinez et amusez-vous!

Mentionnez cette publicité et recevez un cadeau lors de votre achat. OFFRE VALIDE JUSQU'AU 11 OCTOBRE. Joyeuse Action de grâce.

mardi-mercredi: 10h-18h jeudi-vendredi: 10h-19h samedi: 10h - 17h dimanche: 12h - 17h

4828, boul. St-Laurent (entre Villeneuve et boul. St-Joseph) 514-844-9159 www.oppens.ca

Des visiteurs indésirables au Biodôme

Un nouvel appel d’offres lancé pour « contrôler » les populations de souris, blattes et fourmis

EXCLUSIF

KARIM BENESSAIEH

Elles ne figurent pas dans les dépliants du Biodôme, personne ne paie pour les voir, mais elles sont là depuis l’inauguration du zoo, en 1992. Souris, blattes et fourmis se sont invitées dans des milieux parfaits pour elles et forcent l’établissement à recourir régulièrement à des entreprises de désinfection (exterminateurs).

Un nouvel appel d’offres a d’ailleurs été publié le 1^{er} octobre dernier, pour un contrat de quatre ans. Le défi est de taille dans ce qui est décrit comme un « équipement scientifique complexe » comprenant cinq écosystèmes différents, de la forêt tropicale humide au climat polaire.

« À peu près tous les zoos et aquariums sont aux prises avec ce problème, indique Rachel Léger, directrice de l’établissement. Ce n’est pas vraiment une invasion, mais il faut les contrôler. Pour le confort des visiteurs, mais surtout pour la santé de nos animaux. »

Le « paradis » des souris

La forêt tropicale, par exemple, compte une petite population de souris que la directrice qualifie joliment de « résidentes ». « C’est le paradis, pour elles: il y fait chaud et elles trouvent à se nourrir. On sait qu’elles sont là, on en attrape une de temps en temps. On considère que cette population est contrôlée. »

Le danger provient plutôt des souris « sauvages », qui proviennent de l’extérieur et peuvent transmettre des maladies aux animaux du Biodôme. Elles sont notamment le vecteur d’un virus mortel pour les primates.



En plus de sa faune habituelle, le Biodôme accueille aussi des blattes, souris et fourmis sous son toit, un problème qui touche plusieurs zoo et aquariums. L’établissement a lancé un nouvel appel d’offres afin de trouver une entreprise de désinfection qui saura « contrôler » ces visiteurs indésirables.

« C’est tout un défi de les attraper, explique M^{me} Léger. On ne peut évidemment pas mettre de pièges dans les écosystèmes, nos propres animaux pourraient être attrapés. » L’appel d’offres précise que le contrôle de ces rongeurs est « le point focal » du travail d’extermination au Biodôme. On demande de maintenir un réseau de pièges à l’extérieur et à l’intérieur du bâtiment et d’utiliser des pièges mécaniques « protégés » dans les écosystèmes.

Mouches contre fourmis

Quant aux insectes, plus précisément les blattes et les fourmis « qui requièrent une attention régulière au Biodôme », on veut les éliminer par des méthodes standard – appâts, pulvérisation, pièges. Dans les écosystèmes, par contre, on préfère utiliser la lutte biologique. « Dans le cas des fourmis de feu présentes dans la forêt tropicale, on introduit un insecte qui va lutter contre elles », précise

la directrice. Les mouches *Phoridae*, notamment, sont utilisées dans toute l’Amérique du Nord pour combattre les fourmis de feu, qu’elles parasitent pour pondre leurs œufs.

L’entreprise de désinfection devra aussi « éliminer les pigeons ou autres oiseaux » qui pourraient nicher dans la structure du bâtiment ou se retrouver à l’intérieur. « C’est arrivé une fois, un pigeon avait réussi à se faufiler, raconte

M^{me} Léger. Ça été toute une aventure de l’attraper. »

L’appel d’offres étant en cours, elle refuse de préciser la somme prévue pour ce travail. On sait toutefois que, en vertu des règles d’attribution des contrats de la Ville, il s’agit d’une somme de plus de 100 000 \$, « pour quatre années », ajoute la directrice. L’entreprise choisie devra notamment assurer la présence d’un employé chargé de la désinfection pendant au moins huit heures chaque semaine.

COÛT DE REMPLACEMENT TROP ÉLEVÉ

Copenhague largue les vélos en libre-service

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

La toute première ville du monde à avoir implanté des vélos en libre-service, Copenhague, met un frein à son système. La capitale du Danemark juge trop élevé le coût pour remplacer ses quelque 1000 bicyclettes vieilles de 17 ans.

Surnommée la capitale mondiale du vélo, Copenhague travaillait depuis deux ans à un audacieux projet pour remplacer ses vélos publics, lancés en 1995. Le contrat avec l’actuel gestionnaire du système, le publicitaire européen JCDecaux, prend fin le 31 octobre prochain, ce qui ouvrirait la porte à l’arrivée d’un tout nouveau parc en 2013.

Mais après avoir présenté des plans pour doter la ville du système le plus moderne du monde, Copenhague a finalement décidé d’abandonner le projet. Elle a du coup signé la mort du vélo en libre-service au Danemark. « Nos vélos sont délabrés, notre système est vieux et périmé, mais nous devons choisir nos priorités », a expliqué au *Copenhagen Post* l’élu socialiste Ayfer Baykal, responsable des dossiers environnementaux à la mairie.

Dans son budget 2013, Copenhague a préféré investir les 150 millions de couronnes (26 millions de dollars) prévus pour le remplacement des vélos dans l’amélioration du

réseau cyclable. « Le système en libre-service sert avant tout aux gens provenant de l’extérieur parce que les résidents de Copenhague ont déjà leur propre bicyclette. J’ai décidé de mettre l’accent sur l’amélioration des pistes cyclables et des stationnements de vélos plutôt que d’investir dans un nouveau système en libre-service », a ajouté Ayfer Baykal.

« C’est un très mauvais message qui est envoyé, s’indigne Frits Bredal, porte-parole de la Fédération danoise des cyclistes. C’est regrettable parce que ce devait être le système le plus avancé du monde, être révolutionnaire. Il ne devait



Copenhague abandonne son système de vélos en libre-service, mais investira dans l’amélioration du réseau cyclable.

pas juste servir aux touristes, mais aider à résoudre nos problèmes de congestion routière. »

La Fédération danoise des cyclistes comptait en effet sur l’implantation du système à Copenhague pour que le gouvernement danois étende le vélo en libre-service au reste du pays. Les navetteurs

faisant quotidiennement l’aller-retour entre la capitale et ses banlieues auraient pu utiliser les vélos et les transports en commun pour délaisser leur automobile. Les vélos sont autorisés à bord des trains de surface, mais la popularité du service est telle qu’on ne peut répondre à la demande.



UNE HEURE SUR TERRE

ÉDITION SPÉCIALE
CE SOIR
21h

Attente à l’urgence:



PARIS
1,5 heure



MONTRÉAL
21 heures

Pourquoi et quels sont les remèdes?



ANIMÉE PAR
JEAN-FRANÇOIS LÉPINE

Radio-Canada.ca/uneheuresurterre

RÉAL.-COORD.: PAUL MORIN

ACTUALITÉS

PROJET DE LOI SUR LA MORT ASSISTÉE

Québec attend le rapport

PAUL JOURNET

QUÉBEC — La ministre déléguée à la Santé publique, Véronique Hivon, a «hâte» de recevoir le rapport du comité d'experts juridiques concernant l'aide médicale pour mourir, car elle veut «passer à l'action» et déposer un projet de loi.

Le projet de loi devrait permettre aux patients de signer une déclaration anticipée visant à recevoir une aide médicale pour mourir s'ils devaient répondre plus tard aux critères de souffrance.

Le comité, qui a été constitué en juin suite à la commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité, rencontrera aujourd'hui le personnel du ministère de la Justice. Son rapport est attendu d'ici la fin du mois d'octobre par Québec.

«On pourrait le déposer un peu plus tard, en novembre, mais l'objectif reste de le terminer le plus rapidement possible», indique M^e Jean-Claude Hébert, l'un des trois membres du comité. «On a beaucoup avancé cet été», précise-t-il.

«On était un peu surpris à l'époque de la création de ce comité, rapporte Véronique Hivon. Le mémoire que le Barreau a présenté à la commission était très précis, et ce sont les mêmes personnes qui se retrouvent à la tête du comité d'experts. On comprend qu'ils vont



PHOTO SHAUN BEST, ARCHIVES REUTERS

Un rapport cautionnant l'aide médicale pour mourir est attendu au cours des prochaines semaines par le gouvernement.

aller plus loin dans le détail juridique.»

Recommandations unanimes

Le Parti québécois a d'ailleurs déjà promis de déposer un projet de loi avant juin 2013 afin de donner suite aux recommandations de la commission spéciale. La ministre a «l'intention ferme de respecter cet échéancier». «Il y a un travail important à faire pour déposer la loi. Suite au dépôt du rapport, il n'y a malheureusement pas eu de demande des autorités ministérielles précédentes

pour faire avancer les choses», déplore-t-elle.

La commission mandatée sur la question de mourir dans la dignité, que M^{me} Hivon a coprésidée, a œuvré sans esprit partisan. Les recommandations furent unanimes et se déclinent essentiellement en trois axes. Le premier est de permettre «l'aide médicale pour mourir» lorsqu'il s'agit de «maladies incurables avec une souffrance constante et intolérable, où la mort est relativement proche, et que la demande a été faite de façon lucide et répétée par le malade», explique M^{me} Hivon.

L'euthanasie et le suicide assisté relèvent du Code criminel, qui est de compétence fédérale. Cependant, en raison de cette définition très stricte, Québec reste à l'intérieur de ses compétences, car on traite de la santé, de lois professionnelles et d'administration de la justice. «On est dans l'esprit d'un continuum de soins en fin de vie. C'est sous cet angle-là que les recommandations [sur l'aide médicale pour mourir] ont été faites», dit la ministre. Le procureur général n'intenterait donc

pas de poursuites lorsque les cas répondraient à ces critères très stricts.

Selon le deuxième volet de recommandations de la commission, le futur projet de loi devrait également permettre aux patients de signer une déclaration anticipée visant à recevoir une aide médicale pour mourir s'ils devaient répondre plus tard aux critères de souffrance. Cette déclaration devrait probablement être notariée devant témoins.

En troisième lieu, il faudrait aussi améliorer l'accès aux soins palliatifs.

OUVERTURE SPÉCIALE
LUNDI 8 OCTOBRE 2012
DE 9H À 18H
ELLES VOUS ATTENDENT
TOUTES !



MINI Mont Royal



10 VÉHICULES PRÊTS
POUR LIVRAISON IMMÉDIATE!



Mont Royal

4070, Jean Talon Ouest - Montréal, QC

514.289.MINI

ventes@minimontroyal.ca

 Suivez-nous sur
BMW Canbec - MINI Mont Royal

PLUS DE 400 VÉHICULES EN STOCK !

LE
CONCESSIONNAIRE
DES VOITURES
D'OCCASION

DE LA RIVE-SUD
DE MONTRÉAL

LIQUIDATION
TOUT DOIT PARTIR.
PLUS DE 30 DODGE CARAVAN
PRÊTES POUR LA LIVRAISON.
DODGE GRAND CARAVAN
2010



Stow'n go, a/c, lecteur CD, groupe électrique,
télédéverrouillage • 52,06 \$/sem.
27 052 km
#M3687A
15 988\$



BARNABÉ
OCCASION.COM

96, RUE MOREAU, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
514 369-5182

ACTUALITÉS

« Savez-vous à qui vous avez affaire? »

Un accusé dit être le fils de « Monica la mitraille »

LOUIS-DENIS EBACHER
LE DROIT

Un homme arrêté sur une plantation de cannabis à Namur, en Outaouais, cette semaine, affirme être le fils de la mythique Monica la mitraille.

Gilles Tessier, 46 ans, serait le fils de Viateur Tessier et de Monica Proietti.

« Monica la mitraille » a eu deux enfants avec Anthony Smith, un gangster écossais. C'est lorsque ce dernier a été incarcéré pour vol qu'elle a fréquenté un certain Viateur Tessier, emprisonné à son tour en 1966 pour vol à main armée. La braqueuse de banque avait pris le nom de Monique Tessier.

Elle fut abattue par la police à Montréal, le 19 septembre 1967, un peu plus d'un an après la naissance de Gilles, son troisième enfant.

Connu des policiers

Des sources de confiance ont indiqué au *Droit* que Gilles Tessier a déclaré « Savez-vous à qui vous avez affaire? » lorsque les policiers de la Sûreté du Québec (SQ) l'ont embarqué, mardi dernier. Il aurait ensuite rajouté qu'il était le fils de la célèbre criminelle. Il n'a pas résisté à son arrestation, contrairement à celle qu'il dit être sa mère, reconnue pour affronter les policiers.

Déjà bien connu des policiers pour des antécédents en matière de drogue, Gilles Tessier a été arrêté pour la production de 1195 plants de cannabis. Il doit répondre à six chefs d'accusation.

Les policiers du Module des enquêtes régionales de la SQ en Outaouais, en collaboration avec leurs collègues du poste de la MRC Papineau, ont saisi les plants cultivés à l'extérieur, ainsi qu'une arme à feu.

Libéré sous conditions

Le suspect a été libéré sous conditions hier après-midi. L'homme est

déjà sous le coup d'une interdiction à vie de posséder une arme à feu. Il a indiqué au juge qu'il se plierait « sans problème » aux conditions de la cour. Un rapport le concernant doit être rédigé dans les prochaines semaines.

Monica Proietti était issue d'une famille pauvre de Montréal d'origine italienne, qui résidait dans le *Red Light*, un quartier populaire de la métropole aujourd'hui disparu.

Soupçonnée d'avoir commis une vingtaine de vols de banques perpétrés à la pointe d'une mitraillette, la célèbre criminelle est tombée sous les balles des policiers au terme d'une poursuite à haute vitesse à Montréal-Nord.

Déjà bien connu des policiers pour des antécédents en matière de drogue, Gilles Tessier a été arrêté pour la production de 1195 plants de cannabis. Il doit répondre à six chefs d'accusation.

L'histoire raconte qu'elle voulait faire un dernier coup d'éclat avant de fuir vers la Floride avec ses enfants.

L'histoire de Monica la mitraille a été portée grand écran en 2004. C'est la comédienne Céline Bonnier qui a interprété le rôle de la criminelle. Roy Dupuis, Rémy Girard et Patrick Huard faisaient aussi partie de la distribution.

Monica la mitraille a aussi été connue sous les noms de Machine Gun Molly, M^{me} Anthony Smith, Molly la mitraille, Molly la mitraillette, Monique Smith et Monique Tessier.



**NOUS SOMMES OUVERT
LUNDI 8 OCTOBRE 2012
de 9h à 18h.**

Un très grand choix de véhicules et surtout une équipe de professionnels prête à vous trouver le véhicule qui vous convient.

4090, Jean Talon Ouest - Montréal, QC

514.731.7871

ventes@bmwcanbec.ca



Suivez-nous sur

BMW Canbec - MINI Mont Royal

UPTOWN VOLVO

NOUS DÉMÉNAGEONS SOUS PEU!

Afin de faire de la place, nous offrons

des taux de financement de 0%
des RABAIS jusqu'à 9 500 \$
et un démarreur à distance GRATUIT

SUR TOUS NOS S60, XC60, XC70, ET S80 2012



UPTOWN VOLVO

Près de Décarie et Jean-Talon
www.uptownvolvo.com

514 737-3666

4985, Buchan, Montréal

VOLVO POINTE-CLAIRE

PLUS DE 60 VOLVO EN STOCK

Nous rénovons et avons besoin d'espace



S60 T5 2012, noir sur noir,
13 800 km, A2448

33 900 \$

S80 3.2 2011, noir sur noir,
24 100 km, A2383

29 900 \$

Garantie
160 000 km
inclus



**VOLVO
POINTE-CLAIRE**

www.volvopointeclaire.com

Votre concessionnaire de l'ouest de l'île
15, Auto Plaza, Pointe-Claire H9R 5Z7

514 630-3666

VW DES SOURCES

RÉDUCTION D'INVENTAIRE

Sur tous les modèles GAS et TDI 2012

4 Beetles - 2 EOS - 19 Golf - 14 Jetta - 12 Passat - 3 Tiguan - 2 GTI - 2 GLI

- Remise en argent (jusqu'à **3 000 \$**) sur nos modèles sélectionnés*
- **0 %** de financement*

*0 % de financement jusqu'à 60 mois sur les modèles 2012 suivants : Tiguan, Passat, Jetta berline et Golf version coupée propulsée par un moteur à essence seulement. **Remise en argent de 3 000 \$ sur les Tiguan et Passat (moteur à essence seulement) 2012.



VW-SOURCES.com

Volkswagen des sources
3850 boul. des Sources, D.D.O.

514 683-2030



ACTUALITÉS

ENTREFILETS



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, ARCHIVES LA PRESSE

Montréal Deux fois moins d’incendies criminels

EXCLUSIF

Le nombre d’incendies criminels a diminué pratiquement de moitié à Montréal depuis huit ans, révèlent des chiffres obtenus grâce à la Loi sur l’accès à l’information. De 2004 à 2011, le nombre d’incendies suspects sur lesquels a enquêté la section des incendies criminels de la police de Montréal (SPVM) est passé de 1304 à 942. Au terme de ces enquêtes, 1081 incendies ont été classés comme criminels en 2004. L’an dernier, il n’y en avait plus que 678, et cela, malgré la vague d’attentats au cocktail Molotov qui ont touché des cafés italiens en 2010 et 2011. Si la tendance se maintient, l’année 2012 aura un score encore meilleur : à ce jour, on compte 565 incendies criminels.

Heureux de ce résultat, le SPVM avance quelques hypothèses pour l’expliquer : « C’est difficile de savoir ce qui a fait la différence, a dit le porte-parole, Danny Richer. Ça peut être le travail de nos agents sociocommunautaires auprès des jeunes dans les écoles, ou celui de nos patrouilleurs. Ou peut-être que la population est plus sur ses gardes et dénonce davantage les comportements suspects. » Notons que les incendies classés comme criminels vont du simple feu de poubelle à un commerce rasé par les flammes. « Nous avons révisé nos critères depuis quelques années pour nous concentrer plus sur les événements qui menacent la sécurité des gens, explique Danny Richer. Ça peut aussi avoir eu un impact sur les statistiques. »

En effet, un incendie isolé dans un baril ne commande plus nécessairement une enquête policière. « Mais nous enquêtons sur une série de petits incendies, qui ont un effet insécurisant pour la population », dit le porte-parole. D’une façon générale, le nombre de crimes a diminué à Montréal, selon le dernier rapport annuel de la police. Au total, 112 747 délits et infractions au Code criminel ont été signalés en 2011, soit 4,2 % de moins qu’en 2010 et 12,8 % de moins depuis 2008. C’est du côté des tentatives de meurtre (diminution de 26,8 % depuis 2010), des agressions sexuelles (diminution de 21,4 %) et du recel (diminution de 44,6 %) que la baisse est la plus marquée. — Gabrielle Duchaine, avec la collaboration de William Leclerc

Meurtre à Lac-Brome L’accusé comparaît

Vêtu d’un survêtement de plastique, semblant dépassé par les événements, l’auteur présumé du meurtre survenu mercredi matin dans le stationnement d’un bar de Lac-Brome a comparu pour la première fois en cour, hier. Andrew Davidson, 33 ans, n’est apparu qu’une minute dans le box des accusés. Le temps pour son avocat, M^e Alexandre Caisie, d’indiquer au juge Serge Champoux qu’il n’a pas encore reçu toute la preuve et que son client, accusé de meurtre non prémédité, est apte à avoir un procès. La cause a ensuite été reportée au 19 novembre, pour la forme. À cette date, M^e Caisie pourra déposer une requête afin de demander à ce que M. Davidson soit mis en liberté en attendant son éventuel procès. Avant de reprendre le chemin des cellules, l’homme originaire d’Austin, en Estrie, a envoyé un baiser à une femme âgée assise dans la salle d’audience. Préoccupés, les proches de M. Davidson ont refusé de s’adresser



ILLUSTRATION SERGE PAQUETTE

aux médias, tout comme ceux de la victime, Arthur Charby, 53 ans. M^e Alexandre Caisie est lui aussi resté coi devant les journalistes. Sans entrer dans les détails, le représentant de la Couronne, M^e Stéphane Godri, a affirmé que « les faits au dossier soutiennent amplement l’accusation » de meurtre au second degré. « Il (l’accusé) a posé des gestes de nature à causer la mort. » M. Davidson s’expose à une peine de prison à perpétuité. — La Voix de l’Est

Sécurité nationale Le comité consultatif aboli l’été dernier

En dépit de fréquentes mises en garde du gouvernement contre les menaces terroristes, c’est en douceur que le Comité consultatif sur la sécurité nationale a été aboli. Le comité a disparu pendant l’été, deux ans seulement après la reconduction du mandat de trois ans prévu pour ses derniers membres. L’organisme avait été créé en 2005 par le gouvernement libéral en vue de compiler des conseils confidentiels de la part d’experts en sécurité dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre à New York. Selon un porte-parole du Bureau du Conseil privé, il est devenu courant pour les ministères et les agences concernés par la sécurité de consulter des spécialistes de l’extérieur pour avoir des points de vue différents. Le Comité consultatif sur la sécurité nationale disposait d’un budget de 30 000 \$ par année pour couvrir les dépenses de voyage et de résidence liées aux réunions. — La Presse Canadienne

Québec Un cycliste heurté à mort

Happé par un camion cube hier matin à Québec, un cycliste est mort à l’hôpital peu de temps après l’accident. Le cycliste de 42 ans a été heurté à l’intersection du chemin Sainte-Foy et de l’avenue Brabant, au moment où le camion amorçait un virage. Blessé gravement, il a été transporté au centre hospitalier, où il est mort peu après. Le secteur a été fermé durant de longues heures, le temps que la police de Québec reconstitue la scène de l’accident. — La Presse Canadienne

Colombie-Britannique Trop de malchances pour un seul homme

Un résident de Kamloops, en Colombie-Britannique, se remettait hier de ses blessures après avoir été impliqué dans une série d’événements étranges. Le sergent Grant Learned, de la Gendarmerie royale du Canada, explique que l’homme de 51 ans était ivre mercredi après-midi quand il s’est endormi, une cigarette à la main, dans un secteur gazonné derrière sa résidence de Kamloops. M. Learned ajoute que l’homme a constaté, à son réveil, que ses vêtements avaient pris feu. Plutôt que d’appeler à l’aide, il se serait précipité chez lui et aurait pris la fuite sur une bicyclette. Les policiers ont été appelés quand un homme a été vu s’enfuyant des lieux d’un incendie suspect. Ils ont ensuite été appelés quand un piéton a été heurté par un train le long d’un lien ferroviaire appartenant au Canadien Pacifique. Les policiers ont rapidement fait un lien entre ces deux affaires. Ils indiquent que l’homme est maintenant à l’hôpital, où il est soigné pour une entaille à la tête, causée par le train, et pour des brûlures graves causées par le feu de broussailles. — La Presse Canadienne

Très bas taux de VIH La Cour suprême statuera sur les droits des porteurs

La Cour suprême du Canada doit rendre une décision aujourd’hui à savoir si les personnes affectées par un très bas taux de VIH commettent un crime en ne dévoilant pas leur condition à leurs partenaires sexuels. La cour doit statuer sur deux cas différents, un au Québec et un autre au Manitoba. Une révision s’imposait étant donné le fait que la dernière législation remontait à 1998 et que les opposants allèguent que, depuis ce temps, les progrès médicaux ont permis de traiter le virus à l’origine du sida. La justice avait décidé il y a 14 ans que les gens porteurs du virus du sida devaient informer leurs partenaires de leur condition, faute de quoi ils seraient accusés d’agression sexuelle grave pouvant conduire à une peine d’emprisonnement à vie. — La Presse Canadienne



Éveillez vos rêves

PROMO **TPS TVQ***

MEUBLES | ÉLECTROMÉNAGERS | MATELAS | ÉLECTRONIQUE

Saint-Basile-le-Grand
267, boul. Sir-Wilfrid-Laurier (Rte 116)
1 800 363 9408

Saint-Jean-sur-Richelieu
126, rue Jacques-Cartier Nord
1 800 363 1090

*Détails en magasin. Modèles sélectionnés. Peut prendre fin sans préavis. Photo à titre indicatif seulement. Promotion non-jumelable.

MAISON

ETHIER

maisonethier.com

ACTUALITÉS



La nuit précédant l'agression, Johra Kaleki (notre photo) n'avait pas dormi et se levait souvent, croyant entendre la voix de sa fille dans la maison, a dit son mari, hier.

Procès de Johra Kaleki accusée de tentative de meurtre

« Elle riait comme dans les films d'horreur », raconte le mari

CHRISTIANE DESJARDINS

Alerté par les cris, Ebrahim Ebrahimi s'est précipité au sous-sol de sa résidence, le matin du 13 juin 2010, pour y découvrir une scène effrayante. Il y avait du sang partout, sa fille et sa femme se tenaient par les cheveux. M. Ebrahimi ne reconnaissait plus sa tendre épouse, qui « riait comme dans les films d'horreur ».

« En 23 ans de mariage, on a traversé bien des choses. En Afghanistan, on avait marché trois nuits pour fuir les talibans. Mais ma femme, je ne l'avais jamais vue comme ça », a raconté l'homme de 52 ans, hier matin, dans son témoignage au procès de sa femme, Johra Kaleki. La femme de 40 ans est accusée de tentative de meurtre sur leur fille aînée, Bahar. Le drame est survenu dans le sous-sol du domicile

« En 23 ans de mariage, on a traversé bien des choses. En Afghanistan, on avait marché trois nuits pour fuir les talibans. Mais ma femme, je ne l'avais jamais vue comme ça. » — Ebrahim Ebrahimi

familial de Dorval. Sortie sans permission la veille, Bahar était rentrée à l'aube. Sa mère a demandé à son mari de monter à l'étage, en disant qu'elle allait s'occuper de sa fille. Madame aurait fait étendre Bahar sur le canapé, et l'aurait attaquée avec un couteau pour hacher la viande, en lui disant qu'elle ne « méritait pas cette vie ».

Arrivé sur les entrefaites, l'homme a essayé de maîtriser sa femme, qui se montrait étonnamment plus forte que lui, a-t-il dit. C'était très inhabituel. Selon le récit de monsieur, elle avait les yeux grands ouverts et elle faisait des bruits horribles. Bahar a finalement pu monter à l'étage et a appelé le 911. Quand les policiers sont arrivés, l'homme était sur sa femme, pour la tenir en place. En présence des policiers, madame criait: « Laissez-moi finir le travail! »

Très fatiguée

M. Ebrahimi soutient que sa femme est habituellement douce. Il ne comprend pas ce qui est arrivé, et pense qu'elle était très fatiguée. La nuit précédant l'événement, elle n'avait pas dormi et se levait souvent, croyant entendre la voix de sa fille dans la maison. Elle a même pensé à un moment que Bahar jouait à cache-cache. Il affirme que le matin, sa femme était si faible qu'elle avait de la difficulté à marcher.

L'homme a aussi raconté que sa femme et lui sont des musulmans croyants, mais qu'ils ne pratiquent pas ou très peu et qu'ils sont ouverts d'esprit. Monsieur n'a pas de problème avec « le sexe avant le mariage », bien qu'à ses yeux, il vaille mieux attendre d'avoir 18 ans. Sur son lit d'hôpital, Bahar avait pourtant raconté que ses parents étaient très coercitifs à son égard, pour les sorties et ses fréquentations. Dans une déclaration faite le jour du drame aux policiers, la mère avait raconté qu'elle avait voulu tuer sa fille, qui désobéissait aux règles et faisait pleurer son père. Elle avait dit qu'elle était montée dans la cuisine pour chercher un couteau, et était redescendue au sous-sol en le cachant sous son t-shirt. Son mari a raconté hier que le couteau était déjà au sous-sol, et que c'est lui qui l'y avait laissé après avoir découpé de la viande, l'avant-veille.

Quoi qu'il en soit, l'accusée renie aujourd'hui sa fameuse déclaration incriminante de quatre heures, que la Couronne tente de mettre en preuve. La femme soutient qu'elle n'était pas elle-même, et qu'elle ne se souvient même pas d'avoir été interrogée. La défense invoquera manifestement un problème mental, que la psychiatre Dominique Bourget devrait venir expliquer. L'affaire est à suivre, mais il faut être patient. Le procès qui se déroule devant le juge Yves Paradis ne reprendra qu'à la fin du mois de janvier et se tiendra par à-coups, au moins jusqu'en juin.

Rappelons que Bahar a été gravement blessée, mais s'en est heureusement tirée. Elle est mariée depuis un an et est redevenue proche de sa mère, qui est en liberté sous cautionnement.

PROMOTION

Fortifie les tendons et les os...

Vous venez de choisir un produit lyophilisé de très haute qualité : le bois de velours pur Méga-Flex.

C'est par la lyophilisation que Méga-Flex se démarque et se distingue de la concurrence, car il fait prendre conscience que la lyophilisation, procédé moderne qui signifie la déshydratation par sublimation à basse température et sous vide, conserve les substances essentielles du bois de velours, fondamentales pour le système de vie des tendons et des os.

Le bois de velours contient de la glucosamine, de la chondroïtine, du collagène, des minéraux, des acides gras essentiels et des hormones de croissance.

Le bois de velours Méga-Flex, dont la popularité grandit sans cesse chez nous, soulage les symptômes reliés aux étourdissements, l'acouphène, les douleurs lombaires accompagnées de sensation de froid, permet de reconstituer l'essence vitale et le sang, FORTIFIE LES TENDONS ET LES OS, bref, il agit sur la santé en général. Vous aurez toujours cette certitude avec le bois de velours Méga-Flex.

Ça ne se passe pas ? Vous avez un atout en main.

Méga-Flex : marque déposée de Laboratoire Méga-Flex inc.

Produit de santé naturel : EN-153748



ACHETEZ-EN UN ET OBTENEZ-EN UN DEUXIÈME GRATUITEMENT

En vigueur du samedi 6 octobre au mardi 9 octobre 2012*

*Jusqu'à épuisement de l'inventaire



www.bio-actif.com

Disponible aux endroits suivants:

Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1278, rue Jean-Talon Est, Montréal 514 279-3709	Espace Santé Beauté Johanne Verdon Galeries Rive-Nord 100, boulevard Brien, Repentigny 450 657-2032
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC 418 656-1266	Boutique Luc Mathieu 227, rue Principale ouest, Magog 819 868-3368
Vitavie au naturel 5455, boul. des Forges, Trois-Rivières Commandes postales : 819 378-7777 Ligne sans frais : 1 877 511-3368	Boutique Luc Mathieu 104, route du Président-Kennedy, Lévis 418 833-5933
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1600, Le Corbusier (Centre Laval) 450 688-5455	Vitavie au naturel 3333, du Carrefour Promenade, Beauport 418-667-0070
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 341-A, boul. St-Joseph, Gatineau 819 770-3645	SANTÉ EN DIRECT Ligne ouverte avec Johanne Verdon sur les ondes de CJLV 1570 AM 450-680-1570 1-866-895-3142 Samedi et Dimanche de 8h à 11h
Boutique Luc Mathieu 2622, rue King Ouest À l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke 819 823-3322	Ferti 2000: commandes postales Tél.: 514 272-1365 Ligne extérieure: 1 800 272-1365 lundi au vendredi: 9h à 17h Samedi et Dimanche: 8h30 à 17h
Néo-Santé 495, rue St-Georges, St-Jérôme 450-436-5548	
Espace Santé Beauté Johanne Verdon 127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno 450 653-6009	

LA BAIE
SALON DE LA
FOURRURE
ÉVÉNEMENT DE
REMODELAGE
2 JOURS SEULEMENT
vendredi 12 et samedi 13 octobre

Rencontrez la designer
de fourrure renommée
Wendi Ricci, spécialiste
en remodelage.

APPELEZ DÉS
AUJOURD'HUI POUR
PRENDRE RENDEZ-VOUS
(514) 289-8661

ENTREPOSAGE
NETTOYAGE
REMODELAGE
RÉPARATIONS

La Baie, Rue Sainte-Catherine Ouest
Salon de la fourrure, 3e étage
(514) 289-8661





POLITIQUE

Test réussi pour le juge Wagner

Sa nomination à la Cour suprême devrait être confirmée « rapidement »

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — La nomination de Richard Wagner à la Cour suprême du Canada devrait être confirmée « rapidement », a fait savoir le bureau du premier ministre, hier, au terme de la présentation du juge devant un comité spécial de la Chambre des communes. Le candidat recommandé par le premier ministre Harper pour succéder à la juge québécoise Marie Deschamps a répondu aux questions des députés pendant plus de deux heures, hier. Ces audiences mises en place pour la première fois lors de la nomination du juge Marshall Rothstein, en 2006, n’ont pas de caractère décisionnel: le comité spécial que préside le ministre de la Justice ne fera aucune recommandation au gouvernement. La procédure se veut plutôt un exercice de transparence et un moyen pour les députés et le public d’en apprendre davantage sur ces magistrats choisis pour accéder aux plus hautes fonctions judiciaires. Le nom de ce juge de la Cour d’appel du Québec avait été recommandé de façon

unanime par un comité de cinq députés, dont deux de l’opposition, qui ont examiné des candidatures à huis clos durant l’été. Mais c’était la première fois que ces députés rencontraient le candidat. Plusieurs des questions provenant des bancs conservateurs se sont attardées à des thèmes comme les sentences criminelles, l’influence de la Charte et l’activisme judiciaire. « La loi existe et les juges n’ont qu’à l’appliquer », a répondu le magistrat à une question portant sur la défense des droits des victimes. **Cour d’appel** Le juge a refusé de répondre à certaines questions posées par le député conservateur Scott Reid, au sujet de la latitude qu’ont les juges pour interpréter la Constitution. « Il est très probable que la Cour suprême aura à interpréter encore la Constitution et avec respect, je voudrais faire partie de ce débat. » Le fait d’avoir passé moins de deux ans à la Cour d’appel du Québec ne sera pas un handicap, a indiqué le juge en réponse à une question de la députée néo-démocrate



Le juge Richard Wagner a témoigné hier devant un comité des Communes. Sa nomination apparaît désormais comme une formalité, après sa présentation devant les députés.

Françoise Boivin. « Je préfère la qualité à la quantité. Je pense que même si j’ai passé une seule année et demie à la Cour d’appel, je peux vous dire qu’elle a été très intense et que j’ai appris énormément. » Avant d’être nommé à la Cour supérieure du Québec en 2004, puis à la Cour d’appel en 2011, Richard Wagner était

avocat au cabinet montréalais Lavery, de Billy et travaillait dans les domaines du litige civil, commercial et de la construction. Au tribunal, il a présidé des dossiers d’envergure, dont ceux de l’ex-juge Delisle et de Norbourg. Les audiences ont été l’occasion de montrer un côté plus personnel: il a parlé de ses

deux enfants, avocats comme lui, et de sa propre enfance, qu’il a décrite comme heureuse et privilégiée. Il a enfin fait part de son admiration pour son défunt père, Claude Wagner, ministre de la Justice du Québec dans les années 60 et membre influent du Parti progressiste-conservateur du Canada dans les années 70.

Pressions en faveur de Robert Abdallah à la tête du Port de Montréal

Harper dit avoir appuyé le choix de la Ville

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Stephen Harper a pris ses distances par rapport à Robert Abdallah, hier, pressé par l’opposition d’expliquer les liens entre son gouvernement et cette figure controversée de la commission Charbonneau. « M. Abdallah n’était jamais un employé ou un agent du gouvernement du Canada pour cette position, a déclaré Stephen Harper hier. Il était proposé par la Ville de

Montréal, où il était directeur général [...]. Et nous avons appuyé la nomination de la Ville elle-même. » Il y a cinq ans, lorsque le Port de Montréal cherchait un nouveau président, l’attaché de presse du premier ministre Harper, Dimitri Soudas, avait fait savoir à des membres du conseil d’administration que le choix de son patron était Robert Abdallah. La Ville de Montréal faisait des pressions dans le même sens.

Au cours de la dernière campagne électorale fédérale, des enregistrements ont été déposés sur YouTube dans lesquels on pouvait entendre les entrepreneurs en construction Bernard Poulin et Tony Accurso discuter au téléphone du besoin de faire nommer M. Abdallah à ce poste, et de passer par M. Soudas pour y parvenir. L’intermédiaire entre les trois hommes, selon ces conversations, était le sénateur montréalais Léo Housakos.

Or, les récentes allégations faites à la commission Charbonneau à l’égard de Robert Abdallah ont relancé ces événements au premier plan. Le député Alexandre Boulerice a posé plusieurs questions à ce sujet au gouvernement depuis le début de la semaine. Mais les troupes de Stephen Harper ont pris soin de ne pas répondre à la question principale: pourquoi avoir fait une telle recommandation? À plusieurs reprises lors de la période de questions, hier,

le député conservateur Pierre Poilievre est allé jusqu’à presser en anglais son adversaire néo-démocrate Alexandre Boulerice de proclamer son amour pour le Canada, plutôt que de répondre à ses questions. M. Boulerice a contribué financièrement à la formation souverainiste Québec solidaire dans le passé. « Si vraiment ils n’avaient rien à se reprocher et rien à cacher, on aurait des réponses franches et claires », a lancé M. Boulerice.

JUSQU’AU
7 OCTOBRE

50%*

PAYEZ LA MOITIÉ MAINTENANT ET
RIEN PLUS TARD.*



Lisboa

*Perez vous offre **50%** sur la collection **Lisboa** et **35%** sur toutes les autres collections et ceci pour une période limitée.



atelier | salle de montre
1247 de Condé, Montréal
Québec H3K 2E4

1 514 933 3993
mobiliersperez.com

lun au mer
jeudi et vend
sam et dim

10h-17h00
10h-21h00
12h-17h00

fait ici 🍀

BOUTIQUE PRESTIGE
CHAUSSURES D'ICI ET D'EUROPE
À VOS PIEDS DEPUIS 25 ANS

CHOIX DE CHAUSSURES
POUR ORTHÈSES



OLANG

Bottes à crampons rabattables et pivotables, pour hommes et femmes

neobens

*art

hōgl

Blondo

459 ave. Victoria
Saint Lambert, Qc
450.465.5671

294 ch. Knowlton
Knowlton, Qc
450.242.1400



BeutiFeel





MEPHISTO
FINEST WALKING SHOES





La CANADIENNE
MONTRÉAL







rieker
ANTISTRESS



FINANCES PUBLIQUES

Le PQ brosse un sombre tableau de l’héritage libéral

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Un coup de frein urgent sur les dépenses gouvernementales et des recettes qui fondent à mesure que la croissance économique diminue: le gouvernement Marois brossera un tableau bien sombre aujourd’hui de «l’état des lieux» des finances publiques héritées de l’administration libérale.

Cet après-midi, le ministre des Finances, Nicolas Marceau, et son collègue au Trésor, Stéphane Bédard, hausseront le ton pour souligner l’urgence d’un redressement, ont indiqué plusieurs sources hier à *La Presse*. Le message de Québec sera simple: «On a un sérieux problème et la situation est bien pire que prévu.» Toutefois, les membres du gouvernement martèleront qu’il n’est pas question pour l’instant de hausser le déficit de l’année en cours. On maintiendra le cap sur 1,5 milliard d’encre rouge – Québec n’a pas à se prononcer sur le déficit 2012-2013 avant le prochain budget, de toute façon.

L’opération n’est pas inédite: en prenant le pouvoir en 2003, le gouvernement libéral avait demandé à l’ancien vérificateur général Guy Breton d’aiguiser son crayon. Il avait soutenu que le nouveau gouvernement avait hérité d’un déficit caché de plus de 4 milliards. Le gouvernement Marois utilisera la même stratégie, mais sera moins alarmiste. Dans les coulisses, on parle d’un «trou» inattendu d’environ 1,5 milliard.



Cet après-midi, le ministre des Finances, Nicolas Marceau, et son collègue au Trésor, Stéphane Bédard, hausseront le ton pour souligner l’urgence d’un redressement des finances publiques



PHOTOS JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Avec une croissance pour 2012 révisée à moins de 1% (autour de 0,8%) au lieu des 1,5% prévus au budget de Raymond Bachand en mars dernier, le gouvernement Marois doit composer avec une diminution de 500 à 600 millions de ses recettes.

Une perche de Bachand

En ce qui concerne les dépenses, l’ancien ministre Raymond Bachand a tendu une perche inespérée au gouvernement en soutenant, il y a trois semaines, que les dépenses de l’année 2012-2013 pourraient dépasser de 800 millions les prévisions si rien n’est fait. Chaque année, le Trésor fait le même exercice, avec grosso

modo les mêmes résultats: à compter de septembre, on «écrase» régulièrement des dépassements prévus, généralement un peu moindres que cette année.

Dans les coulisses, on parle d’un «trou» inattendu d’environ 1,5 milliard.

Cette fois, on tartinera un peu plus. La somme de 800 millions soulevée par M. Bachand était une lecture faite à la fin du mois de juin. Or, en période électorale, personne ne s’est préoccupé de mettre le pied sur le frein, on

se retrouve donc, à la mi-octobre, avec une bien grosse commande sur les bras, expliquera M. Bédard.

Il insistera aussi sur les dépassements à prévoir du coût des infrastructures en chantier.

Les ministres Marceau et Bédard n’intégreront pas à leurs tableaux l’impact d’autres dépenses liées à des promesses du Parti québécois. Ce n’est que mercredi prochain, après la rencontre du Conseil des ministres, que M. Marceau rendra public son plan de match pour dégager les recettes de 1 milliard pour compenser l’abolition de la taxe santé, qui représente 200\$ pour 5 millions de contribuables.

On n’intégrera pas davantage l’impact de la fermeture de la centrale Gentilly-2, estimé à 1,2 milliard pour l’année en cours – une «écriture comptable» qui ne sous-entend pas de dépenses concrètes, explique-t-on.

Une autre ombre se dessine au tableau pour l’an prochain: Pauline Marois s’est engagée à ne pas toucher au «bloc patrimonial», ce qui annule une hausse des tarifs d’Hydro-Québec escomptée par le gouvernement libéral pour l’atteinte du déficit zéro pour la prochaine année financière.

Équilibre en péril?

Du côté de l’opposition, on craignait hier que le gouvernement Marois ait creusé un «trou» dans les finances publiques et qu’il soit donc incapable de retrouver l’équilibre budgétaire en 2013-2014, comme il l’avait pourtant promis en campagne électorale. «Dans les dernières années, Hydro-Québec rapportait un dividende annuel qui variait entre 1,9 et 2,2 milliards de dollars. Selon ce qu’a dit le patron d’Hydro-Québec, la fermeture de la centrale Gentilly-2 entraînera une baisse du dividende de près de 1,3 milliard cette année», s’inquiète François Bonnardel, de la Coalition avenir Québec.

Le Parti libéral partage ces inquiétudes. Son attaché de presse, Charles Robert, souligne que le gouvernement Marois devra de plus trouver 1 milliard pour financer l’abolition de la taxe santé. Et qu’il s’est privé de revenus en annulant la hausse des droits de scolarité et du bloc patrimonial d’électricité, en plus de geler les frais de garderie. «Le gouvernement Marois doit dire maintenant comment il retrouvera l’équilibre budgétaire», insiste-t-il.

Ce sont de 3 à 4 milliards que le nouveau gouvernement devra trouver, calcule M. Bonnardel. «Avant de fouiller dans nos poches, ils doivent réduire leurs dépenses», dit-il.

— Avec Paul Journet

Les bonnes adresses de Marie-Claude Lortie

37 coups de cœur de l'année ♥

157 restos

12 épiceries

Offert en librairie ou sur librairie.lapresse.ca

PROMOTION

Nous ne vendons pas du rêve, de l'illusion, nous vous garantissons les soins antirides les plus doux

La peau du contour des yeux est d'une extrême finesse, d'où sa fragilité : 005 mm, contre 2mm sur tout le reste du visage. Elle est plus sèche, moins ferme et moins bien irriguée.

L'antiride aux **BIO-AMINES-SÉLECTIONNÉES**, résultat de recherches par le laboratoire de Pharmacologie Cellulaire de Paris, est présent dans les ampoules antirides **FINE POINTE**.

Au cœur des **Bio-Amines-Sélectionnées**, des ingrédients désignés par nos scientifiques sous le nom de « DERMOTENSEURS », font également partie intégrante de la formule **FINE POINTE**.

Des tests en laboratoire ont prouvé que ce DERMOTENSEUR peut améliorer essentiellement et organiquement la fermeté de la peau fragilisée, en mesurant sa résistance verticale. Résultat : amélioration de la fermeté cutanée de 24 pour cent.

NOUS NE VENDONS PAS DU RÊVE... NOUS DÉMONSTRONS DES RÉSULTATS VÉGÉTO-ACTIFS AVEC DES PRODUITS PUISÉS AU CŒUR DE LA NATURE.

Bio-Amines-Sélectionnées : propriété intellectuelle de Bio-Actif inc.
Fine Pointe : marque de commerce

2 BOÎTES DE 16 AMPOULES POUR LE PRIX D'UNE SEULE.

En vigueur du samedi 6 octobre au mardi 9 octobre 2012*

Ampoules Fine Pointe^{MC} :
Ingrédients INCI déposés

*Jusqu'à épuisement de l'inventaire

www.bio-actif.com

Disponible aux endroits suivants :

Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1278, rue Jean-Talon Est, Montréal 514 279-3709 Espace Santé Beauté Johanne Verdon 2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC 418 656-1266 Vitavie au naturel 5455, boul. des Forges, Trois-Rivières Commandes postales : 819 378-7777 Ligne sans frais : 1 877 511-3368 Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1600, Le Corbusier (Centre Laval) 450 688-5455 Boutique Luc Mathieu 2622, rue King Ouest À l'arrière de l'édifice 2630 Sherbrooke 819 823-3322 Espace Santé Beauté Johanne Verdon 341-A, boul. St-Joseph, Gatineau 819 770-3645	Néo-Santé 495, rue St-Georges, St-Jérôme 450-436-5548 Espace Santé Beauté Johanne Verdon 127-A, boul. Des Promenades, St-Bruno 450 653-6009 Boutique Luc Mathieu 227, rue Principale ouest, Magog 819 868-3368 Espace Santé Beauté Johanne Verdon Galeries Rive-Nord 100, boulevard Brien, Repentigny 450 657-2032	Boutique Luc Mathieu 104, route du Président-Kennedy, Lévis 418 833-5933 Vitavie au naturel 3333, du Carrefour Promenade, Beaufort 418-667-0070 Santé en direct , ligne ouverte avec Johanne Verdon sur les ondes CJLV 1570 AM samedi et dimanche de 8h à 11h 450-680-1570 1-866-895-3142 Ferti 2000 Commandes postales Tél. : 514 272-1365 Ligne extérieure : 1 800 272-1365 Lundi au vendredi : 9h à 17h Samedi et dimanche : 8h30 à 17h
--	--	---

PRÉSIDENTIELLE AU VENEZUELA DIMANCHE

HUGO CHAVEZ MENACÉ

Le sort d’Hugo Chavez est en jeu en fin de semaine. Dimanche, les Vénézuéliens devront choisir s’ils le réélisent comme président ou s’ils préfèrent le candidat de l’opposition, Henrique Capriles. Ce dernier a graduellement réduit son retard dans les sondages et certains le placent même à égalité avec le président. L’opposition aurait ainsi sa première chance depuis 2004 de renverser Chavez.

MATHIEU PERREAULT

Hugo Chavez ou Henrique Capriles. Les Vénézuéliens feront face dimanche à un choix clair. Poursuivre la «révolution bolivarienne» – dont le nom vient du libérateur de l’Amérique du Sud au XIX^e siècle – avec la menace d’une catastrophe économique. Ou s’engager dans une voie «brésilienne» de développement, mêlant capitalisme et programmes sociaux, avec le risque que derrière Capriles se cache un complot des riches du pays.

La demi-douzaine de politologues consultés par *La Presse*, qu’ils soient pour ou contre Chavez, prévoient qu’il sera réélu. Il a annoncé qu’il continuerait à transférer des fonds aux «communes populaires» où les décisions sont prises à main levée, ce qui limite d’autant le pouvoir des politiciens régionaux, souvent membres de l’opposition. De son côté, Capriles se présente comme un nouveau Lula da Silva (ex-président brésilien) qui conservera les mesures sociales chavistes tout en s’attaquant au problème de l’insécurité et des pénuries liées aux nationalisations et au contrôle des prix et des devises – qu’il veut abolir. Il veut augmenter les investissements étrangers en provenance de pays capitalistes.

L’élection sera-t-elle entachée de fraude, comme on soupçonne que

l’ont été celles de 2004 et de 2006 ? Certains pensent que oui, parce que les électeurs vénézuéliens doivent certifier leur identité avec une signature et une empreinte digitale avant de voter. Après l’élection de rappel en 2004, les noms des gens qui avaient signé la pétition pour demander cette élection avaient été publiés et une étude américaine a montré que leurs revenus en avaient légèrement souffert.

Ludwig Moreno, radiologue universitaire de Caracas qui a fondé il y a six ans l’ONG Voto limpio (Vote propre), s’inquiète du fait que la technologie d’identification des électeurs a été choisie cette année par une commission électorale «chaviste». «Si la machine a des problèmes, le responsable de chaque bureau de vote décidera s’il faut allonger les heures d’ouverture, dit M. Moreno en entrevue téléphonique. Il se pourrait que les bureaux de quartiers d’opposition ferment plus tôt que les autres.»

«Tout dépendra des fonctionnaires», estime Pedro Rodriguez, qui est membre de l’Association des Vénézuéliens de Québec mais s’exprime en son nom personnel. «S’ils sentent qu’ils peuvent voter pour l’opposition sans risquer de perdre leur emploi, tout est possible.»



PHOTO TOMAS BRAVO, REUTERS



PHOTOS AGENCE FRANCE-PRESSE

C’est le nombre estimé de médecins cubains qui travaillent au Venezuela, en majorité dans les cliniques Mision barrio dentro, établies dans les quartiers populaires. Ce ne sont pas les seuls travailleurs de pays alliés qu’a invités au Venezuela Hugo Chavez. Des travailleurs chinois (30 000 selon certains quotidiens d’opposition) construisent des maisons et appartements populaires, dans le cadre du programme Mision vivienda. Et d’autres sources avancent que des ouvriers biélorusses et iraniens sont aussi à l’œuvre pour Mision vivienda. Le programme de construction

30 000

de logements par les pauvres, qui comprend aussi des sections où les matériaux de construction sont fournis gratuitement aux ménages pauvres qui veulent s’en construire un, est l’une des pièces maîtresses de la stratégie sociale de Chavez. Seulement 600 000 nouveaux logements ont été construits – projets privés et de l’État inclus – au Venezuela de 1999 à 2010, un taux plus faible que celui des gouvernements des années 80 et 90, selon plusieurs rapports. Comme le pays connaît une crise du logement depuis des décennies, Chavez a promis en 2010 de construire 350 000 nouveaux logements dans le cadre de la Mision vivienda. Trois millions de ménages se sont inscrits sur la liste d’attente. Il n’y a pour le moment pas de rapport global sur Mision vivienda.

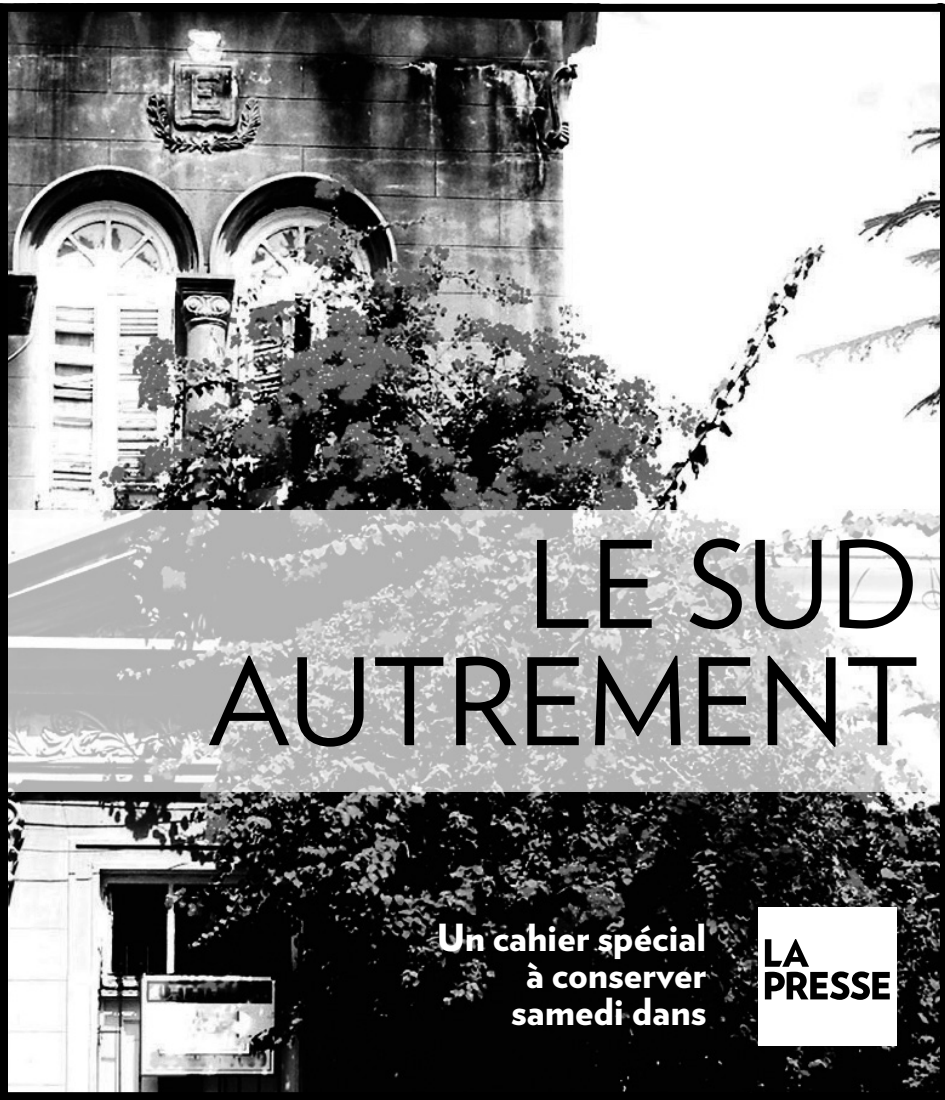
HENRIQUE CAPRILES Le play-boy au cœur d’or

Il a réussi à s’imposer comme candidat unique de l’opposition, une première depuis 1998. Il a commencé 20 points derrière son rival. Il a réduit son retard de moitié, grâce à un marathon qui l’a mené aux quatre coins du pays, pendant que son rival réduisait ses activités à cause de son cancer en rémission. Deux sondages placent même les deux candidats à égalité. Petit-fils de réfugiés polonais du régime nazi, Henrique Capriles est un avocat de 39 ans issu d’une famille bourgeoise – la famille de son père possède la plus importante chaîne de cinémas du pays et celle de sa mère a des intérêts médiatiques et agroalimentaires. Il a commencé sa carrière politique à 26 ans comme député, puis comme maire d’une ville de banlieue cossue de Caracas, avant d’être élu gouverneur du deuxième État du pays pour la population, Miranda, en 2008, en battant un dauphin d’Hugo Chavez. Steve Ellner, politologue de l’Université de l’Est au Venezuela, admet qu’il a été un gouverneur efficace. Il a notamment réorganisé le réseau scolaire et celui de la santé. Il a fait quatre mois de prison en 2004 pour avoir participé à une manifestation devant l’ambassade de Cuba lors du coup d’État antichaviste de 2002 – il affirme qu’il s’y était rendu en tant que maire pour calmer les esprits. Mais pour Steve Ellner, ce n’est que poudre aux yeux : Capriles signifie «un retour au néolibéralisme d’avant 1998».

HUGO CHAVEZ Le Bolivar du XXI^e siècle

Quand il a tenté sans succès un putsch avec des collègues parachutistes en 1992, peu de Vénézuéliens auraient pu penser qu’Hugo Chavez laisserait une marque aussi forte sur le pays et la région. Élu président en 1998, l’ex-militaire né en 1954 dans un petit village des Andes a fait adopter une nouvelle Constitution concentrant le pouvoir dans ses mains, et a été réélu deux fois avec plus de 60% des voix. Il a également résisté à un putsch militaire appuyé par les États-Unis en 2002, à une grève pétrolière qui a paralysé le pays en 2003 et à une élection de rappel en 2004. Un cancer l’a frappé l’an dernier, mais il affirme, sans donner de détails, qu’il est en rémission depuis. Chavez a inventé la «démocratie participative non représentative», explique David Levine, politologue de l’Université du Michigan : pour donner le pouvoir aux pauvres, qui ont peu bénéficié de la richesse pétrolière du pays, il pratique une version politique de la discrimination positive. Ses opposants lui reprochent d’avoir utilisé les tribunaux et de contrôler les médias publics pour bâillonner ses opposants. Depuis l’été, par exemple, les murs des édifices publics sont placardés d’affiches électorales pro-Chavez. «Il fait face à une opposition extrêmement violente dans ses attaques», réplique le politologue Steve Ellner. «Les médias de l’opposition, c’est comme Fox News. Ce n’est pas une opposition loyale.»

– Mathieu Perreault



LE SUD AUTREMENT

Un cahier spécial
à conserver
samedi dans

LA
PRESSE



La collection Automne/Hiver
de Canada Goose est arrivée
à la Boutique Claudia

Boutique Claudia
depuis 1975

150, rue Sainte-Catherine Ouest
Montréal (au complexe Desjardins)
514 282-0476



PHOTO THE NEW YORK TIMES

Obama met en cause l’honnêteté de Romney



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Au lendemain d’une performance jugée moyenne ou médiocre lors du premier débat présidentiel, Barack Obama a tenté de reprendre l’initiative en mettant en cause l’honnêteté de Mitt Romney, qui a réussi à relancer la course à la Maison-Blanche avec une performance meilleure que prévu.

« Quand je suis entré en scène, j’ai rencontré ce type plein d’allant qui prétendait être Mitt Romney. Mais ce ne pouvait être Mitt Romney parce que le vrai Mitt Romney a fait campagne à la grandeur du pays cette année en promettant 5000 milliards de dollars de baisses d’impôts pour les riches. Le type sur la scène a dit qu’il n’était pas au courant », a déclaré le président hier matin lors d’un rassemblement qui a réuni quelque 12 000 personnes à Denver.

David Axelrod, un des principaux stratèges de Barack Obama, a tapé sur le même clou lors d’une conférence téléphonique organisée en urgence. Tout en reconnaissant la vigueur de la performance de Mitt Romney, il a accusé ce dernier de « tromperies et dérobades en série » lors du débat, qui a été suivi par

plus de 67 millions de téléspectateurs américains.

« Il est un maître de l’esquive », a-t-il ajouté en faisant référence aux changements de position présumés du candidat républicain sur ses projets en matière de fiscalité et de santé, entre autres.

Au début de l’après-midi, le camp de Barack Obama a été le premier à diffuser une publicité exploitant une déclaration de l’adversaire lors du débat de Denver. Dans ce message, le président reproche à Mitt Romney de ne pas avoir admis que son plan fiscal baisserait les impôts de 5000 milliards de dollars.

« Si on ne peut pas lui faire confiance ici, comment pouvons-nous lui faire confiance ici? », demande le narrateur de la pub tandis que défilent des images de la scène du débat de Denver et du Bureau ovale de la Maison-Blanche.

Rares sont les analystes ou les partisans de Barack Obama qui ont trouvé quelque chose de positif à dire sur sa performance de mercredi soir. « Où était Barack Obama? », s’est écrié l’animateur de MSNBC Chris Matthews après le débat. Il a notamment reproché au président d’avoir passé sous silence les controverses soulevées par les impôts de Mitt Romney, son bilan à la tête de la société d’investissement Bain Capital et ses propos méprisants sur les 47 % d’Américains qui ne paient pas d’impôts.

Les conseillers de Barack Obama ont reconnu que le

président avait paru éteint et fatigué pendant le débat. Mais ils précisent que sa décision de ne pas attaquer Mitt Romney directement ou avec trop de vigueur participait de sa volonté de paraître « présidentiel ».

Cette stratégie n’a évidemment pas donné les résultats souhaités, et devrait être révisée en prévision des deux prochains débats présidentiels, qui auront lieu les 16 et 22 octobre prochains.

Les républicains jubilent

En attendant, les républicains jubilent. Selon plusieurs d’entre eux, la performance de Mitt Romney à Denver n’a pas seulement mis fin à la dérive de sa campagne, elle a également amélioré de façon significative ses chances de combler son retard sur Barack Obama et de le coiffer au fil d’arrivée.

« Mitt Romney a offert la meilleure performance par un candidat présidentiel républicain dans un débat en plus de deux décennies », a écrit le commentateur William Kristol dans l’hebdomadaire *The Weekly Standard*.

« Le débat de ce soir a changé la trajectoire de cette course », a pour sa part écrit sur Twitter Joe Scarborough, ancien représentant de Floride devenu animateur à MSNBC.

Quant à Mitt Romney, il a sollicité des dons auprès de ses partisans dans un courriel au titre optimiste, au lendemain du premier débat présidentiel: « La victoire est en vue ».

★

Romney vainqueur

Qui a gagné le débat? Mitt Romney, haut la main, selon un sondage CNN publié une heure après l’affrontement. Voici les résultats de ce sondage.

67%



MITT ROMNEY

25%



BARACK OBAMA

TOUCHE PAS À BIG BIRD

Pauvre Big Bird. S’il n’en tient qu’à Mitt Romney, l’oiseau géant de la célèbre émission *Sesame Street* tombera au chômage, une menace qui a provoqué une levée de boucliers dans les médias sociaux.

Interrogé mercredi soir sur sa stratégie pour réduire les déficits, le candidat a parlé de son intention de couper les vivres de PBS, chaîne publique sur laquelle est diffusée *1, rue Sésame*. « J’aime PBS, j’aime

Big Bird... mais je ne vais pas continuer à dépenser de l’argent pour ensuite emprunter à la Chine pour encore payer », a-t-il dit. Big Bird est aussitôt devenu l’un des sujets les plus populaires sur Twitter.

Dans un communiqué diffusé hier, PBS s’est dite « très déçue » des propos de Mitt Romney. Son budget représente un centième de 1 % du budget fédéral.

— Richard Hétu



J'ENSEIGNE,
JE PRÉPARE L'AVENIR

5 octobre 2012

Journée mondiale des enseignantes
et des enseignants



Centrale des syndicats
du Québec
csq.qc.net



Fédération
des syndicats
de l'enseignement (CSQ)
fse.qc.net



Fédération
des enseignantes
et enseignants
de CEGEP (CSQ)
fec.csq.qc.net



FÉDÉRATION
DU PERSONNEL
DE L'ENSEIGNEMENT
PRIVÉ (CSQ)
fpép.csq.qc.net



prof
ma
fierté!
profmafierte.com

1213-07

LE TOUR DU GLOBE

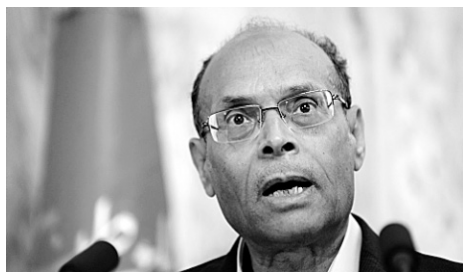


PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Tunisie

Excuses à la femme violée

Le président tunisien Moncef Marzouki a présenté les excuses de l'État à la jeune fille violée par deux policiers et qui risque d'être inculpée pour atteinte à la pudeur. Il a aussi dénoncé « fortement » ce viol et salué les agents de police qui ont refusé de couvrir leurs collègues.

– AFP



PHOTO RONEN ZVULUN, REUTERS

Israël Marche de chrétiens sionistes

Des milliers de pèlerins chrétiens venus de l'étranger ont défilé à Jérusalem aux côtés de soldats et de travailleurs israéliens pour exprimer leur solidarité avec l'État juif. Quelque 25 000 personnes ont participé à la célébration de Soucot, fête juive des Tabernacles, selon les estimations de responsables israéliens.

— AFP



PHOTO ESAM AL-FETORI, ARCHIVES REUTERS

Libye

Enquêteurs américains à Benghazi

Des enquêteurs américains se sont rendus hier à Benghazi, dans l'est de la Libye, sur les lieux du consulat où quatre de leurs compatriotes, dont l'ambassadeur Chris Stevens, ont été tués. Les enquêteurs se sont rendus sur place par voie aérienne accompagnés d'une équipe de militaires en soutien.

— AFP



PHOTO ANDRÉE LEBEL, ARCHIVES LA PRESSE

1 MILLIARD

Une réplique quatre fois plus grande du Taj Mahal devrait être construite à Dubaï en l'espace de deux ans, a annoncé le promoteur indien Arun Mehra, au salon de l'immobilier Cityscape. Le Taj Arabia, réplique du temple en marbre, coûtera la bagatelle de 1 milliard de dollars, a-t-il précisé.

— AFP

Un « navire pour l'avortement » se rend au Maroc en se jouant des autorités

OMAR BROUKSY
AGENCE FRANCE-PRESSE

SMIR, Maroc — Les organisateurs du projet de « navire pour l'avortement » ont admis hier que leur bateau, qui devait arriver dans la journée au port de Smir, se trouvait déjà sur place depuis plusieurs jours, afin de tromper la vigilance des autorités marocaines.

L'ONG néerlandaise Women on Waves, invitée par une association locale, avait fait part au cours des derniers jours de son intention de se rendre au Maroc afin de proposer des avortements médicaux dans un pays où de 600 à 800 femmes ont recours chaque jour à une interruption de grossesse dans la clandestinité.

Après avoir laissé planer le suspense, l'ONG avait annoncé mercredi que son navire devait arriver hier à la mi-journée sur les côtes du royaume, où l'initiative a fait débat.

Le gouvernement marocain, à majorité islamiste, avait alors riposté en enjoignant

aux autorités locales de ne pas laisser entrer le bateau dans le port de Smir. De fait, la marine était positionnée hier matin, et des forces de l'ordre empêchaient les nombreux journalistes d'accéder au site.

Mais, coup de théâtre, les organisateurs du projet ont annoncé au début de l'après-midi que le navire se trouvait déjà sur place.

Conduits à proximité immédiate du port de Smir par quelques militants, les journalistes présents, dont celui de l'AFP, ont pu apercevoir le bateau mouillant à une vingtaine de mètres de la terre ferme, à l'intérieur d'une marina.

Les forces de l'ordre sont alors intervenues pour empêcher la presse d'approcher davantage.

«Le bateau est arrivé il y a quelques jours déjà, car ils ont su que les autorités allaient les empêcher et c'était le seul moyen de parvenir jusqu'aux côtes marocaines», a confirmé à l'AFP une députée néerlandaise, Liesbeth van Tongeren, présente sur place.



PHOTO FADEL SENNA, AGENCE FRANCE-PRESSE

Environ 200 membres de la jeunesse du Parti justice et développement, le parti islamiste au pouvoir au Maroc, ont manifesté hier matin à Smir pour « le droit à la vie » alors que mouillait au large le « navire pour l'avortement ».

« Symbolique »

Selon une militante de l'ONG néerlandaise arrivée par avion, le navire restera six jours avec pour «objectif de réaliser des opérations d'avortement les plus sûres possible». Mais, selon le journaliste de l'AFP,

il n'existait pour l'heure aucun moyen de descendre du bateau ou de monter à bord.

Le coup de communication est cependant réussi pour Women on Waves et l'association marocaine Mouvement alternatif pour les libertés.

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2012-10-04

26

30

36

41

42

6 ♥	8 ♠	9 ♣	10 ♥	V ♠
--------	--------	--------	---------	--------

Jour J Pays!

05 09 14 22 25 33

12
compl.

06 13 15 16 19 24 28 32 33 37
39 43 48 56 58 60 62 63 64 65

3 427
4 2166

08 12
22 24 35

Jour - Mois - Année - Signe
 29 NOVEMBRE 37 VERSEAU

Extra

5255243

+

CE SOIR, 50 MILLIONS \$ + 2* LOTS DE 1 MILLION \$

*(approx.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

SOYEZ AU COEUR DE L'ACTION



JOIGNEZ-VOUS À NOTRE ÉQUIPE
➤ [CARRIERES.LAPRESSE.CA](https://carrieres.lapresse.ca)

**LA
PRESSE**

Jordanie Élections anticipées

AMMAN — Le roi Abdallah II de Jordanie a dissous hier le Parlement et convoqué des élections anticipées. La date des prochaines élections n'a pas été précisée, mais le roi avait dans le passé exprimé le souhait qu'elles aient lieu d'ici la fin de 2012. L'annonce intervient à la veille d'une manifestation à Amman à l'appel des Frères musulmans, principale force de l'opposition, qui réclament depuis des mois une « loi électorale équitable, une lutte sérieuse contre la corruption et des réformes constitutionnelles ».

— Agence France-Presse



HARVEY'S
depuis 1964
À chacun son burger.

CHEZ HARVEY'S, NOUS VOUS PROPOSONS UNE FRANCHISE À VOTRE IMAGE, PARTOUT AU QUÉBEC

OPPORTUNITÉS IMMÉDIATES DISPONIBLES
Boisbriand, Donnacona, Châteauguay
Coteaux du Lac, Lachenaie



Venez me rencontrer
au Salon de la Franchise,
les 13, et 14 octobre prochain !

VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC PATRICK FOY AU 1-877-687-0966 PFOY@CARA.COM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA
PRESSE

DÉBATS

ÉDITORIAUX

Et la corruption ?



FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

L'administration Tremblay a décidé de suspendre l'octroi des contrats d'infrastructures les moins urgents afin d'empêcher les entreprises douteuses de soumissionner. Elle s'assure ainsi de faire respecter l'esprit de la loi anticollusion avant sa révision.

Le maire Tremblay doit répondre aux allégations qui touchent directement son parti.

« En tant que maire de Montréal, a indiqué Gérald Tremblay, j'ai le devoir de protéger les intérêts des contribuables. »

Fort bien. Mais en se contentant d'agir sur le front de la collusion sans toucher à la corruption, le maire s'assure surtout de protéger les siens...

En effet, les allégations entendues à la commission Charbonneau touchent non seulement les manigances d'entreprises véreuses, mais aussi les machinations politiques nécessaires pour qu'un tel système ait pu prendre racine.

Lino Zambito a raconté comment les appels d'offres étaient contournés, mais aussi comment ils étaient truqués, et comment, selon lui, le politique en profitait financièrement. Il a ainsi montré du doigt l'ancien numéro 1 de la Ville, Robert Abdallah. Il a mis en cause l'ancien numéro 2 de l'administration Tremblay, Frank Zampino. Et surtout, il a directement impliqué le parti du maire, Union Montréal.

Et que fait Gérald Tremblay? Il suspend trois subalternes de la Ville et rejette d'un revers de

main toutes les allégations qui concernent sa formation et son entourage. « On m'a assuré que tout s'est fait dans les règles de l'art », s'est-il borné de répondre. « Ce qui a été dit sur le parti n'a pas été prouvé », a ajouté le vice-président du comité exécutif.

Mais comment justifier que du côté administratif on prend les allégations suffisamment au sérieux pour suspendre des employés et revoir l'attribution de contrats, mais que du côté politique, on refuse d'agir sous prétexte qu'il n'existe pas de preuves?

Un peu de cohérence! Les allégations de Lino Zambito sont extrêmement préoccupantes. Elles recourent des témoignages déjà entendus. Elles éclaboussent le parti politique du maire de Montréal. Ce dernier ne peut donc pas les ignorer, se cacher, se dérober.

Il doit répondre de manière précise aux interrogations soulevées. Était-il au courant que des *bagmen* demandaient 3 % au nom de son parti? Cet argent se ramassait-il dans les coffres d'Union Montréal?

S'il savait, qu'il quitte son poste. S'il ne savait pas, qu'il le dise publiquement. Qu'il propose à la commission Charbonneau de témoigner sous serment dès que possible. Qu'il demande au Directeur général des élections de se replonger dans les livres de son parti. Qu'il promette de remettre aux autorités tout l'argent sale trouvé, comme le Parti libéral du Canada l'a fait avant lui.

Pas besoin d'appeler la SQ ou le SPVM, comme le demande l'opposition. L'UPAC et l'escouade Marteau sont déjà à l'œuvre. Et le rapport de la commission fera la lumière sur les malversations alléguées.

Mais en attendant, si le maire tient tant à se cramponner à son siège, il doit dissiper les doutes sur son intégrité, il doit retrouver une certaine crédibilité. Bref, il doit montrer qu'il prend l'ensemble des allégations au sérieux. Pas juste celles qui ne le concernent pas directement.

Le blues du « char »



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

L'an dernier, les Italiens ont acheté davantage de bicyclettes que de voitures. Et non seulement se sont-ils procuré 1 750 000 vélos, mais ils en ont aussi dépoussiéré 200 000 qui dormaient dans des remises. Et on parle ici de la patrie de Ferrari et de Fiat, d'un peuple qui fut jadis le plus motorisé au monde... avant de céder le titre aux Américains!

Présents au Mondial de l'automobile, actuellement en cours à Paris, les constructeurs ont les bleus. En fait, ils seraient ravis de savoir que le phénomène est passager, qu'il n'est attribuable qu'à la crise européenne et au prix de l'essence.

Mais ce n'est pas le cas.

Tous les indicateurs montrent en effet qu'avant la crise, la possession et l'usage de l'automobile avaient déjà commencé à plafonner dans beaucoup de nations développées. Le nombre de ménages non motorisés augmente. Les automobilistes parcourent moins de kilomètres chaque année. Même les jeunes Américains, les 16-34 ans, sont de plus en plus nombreux à se passer de permis de conduire – ce qui aurait été une hérésie il n'y a pas si longtemps! Et les plus à l'aise d'entre eux, donc capables de s'offrir un véhicule, ont doublé leur utilisation des transports en commun depuis 2001.

« Le buzz, le statut et le parfum de sexualité associés à la possession d'une voiture se sont déplacés vers autre chose. Posséder une voiture

(disent des jeunes), c'est être attachés... un peu comme par le mariage! » rapporte le magazine britannique *The Economist*, qui a amassé toutes ces données.

À Paris, les constructeurs automobiles ne voient pour l'instant qu'une solution : baisser les prix.

■ ■ ■

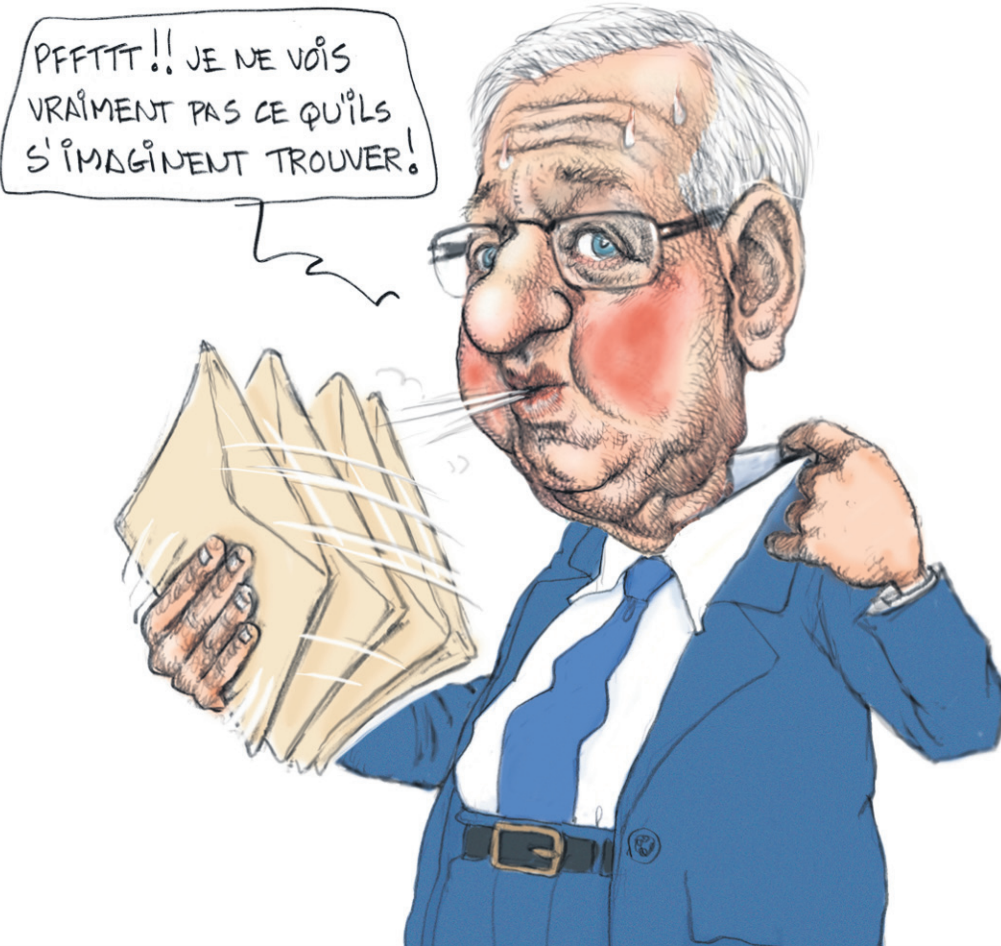
Mais faut-il stimuler la vente de voitures alors qu'on en compte un milliard dans le monde et que ce nombre doit doubler d'ici 2020, surtout en raison de l'explosion des ventes dans les pays émergents?

De toute évidence, c'est la culture elle-même qui change en Occident sous la pression de divers facteurs, dont l'internet, l'urbanisation croissante, la congestion routière. Et, bien sûr, la disponibilité toujours plus grande des transports en commun.

Justement, un des faits intéressants dégagés par *The Economist* est la croissance fulgurante du mode de transport motorisé le plus léger, polyvalent et bon marché (y compris pour l'État): celui de l'« autopartage ». Présente en Amérique et en Europe, la formule compte des millions d'adeptes – au Québec, on connaît Communauto, qui recense 26 000 membres. Pourquoi un tel succès? Simple. Parce que l'automobile est une invention extraordinairement agréable et pratique. Et que peu de gens sont prêts à s'en passer complètement, quel que soit le nombre d'ours polaires en danger que l'on agite devant leurs yeux...

Bref, du vélo à l'Airbus A380 en passant par tous les modes intermédiaires de transport qui existent ou restent à inventer, c'est sans doute dans la diversité de l'offre privée et publique que loge l'avenir.

PERQUISITION CHEZ LE MAIRE DE LAVAL



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LA QUESTION DU JOUR

Obama-Romney: qui a gagné le premier débat ?

Obama, 22 %
Romney, 16 %
Je n'ai pas regardé le débat, 62 %

Résultats à 19 h, hier: 9 418 répondants

LAPRESSE.CA/DEBATS

LE DÉBAT DU JOUR

Et si Romney était élu président?

Comment entrevoyez-vous la possibilité que Mitt Romney puisse déloger Barack Obama de la Maison-Blanche? Lisez le point de vue de nos panélistes et réagissez.

> PLAN NORD, PLAN MARKETING, PLAN MESQUINERIE

LE BLOGUE DE L'ÉDITO par André Pratte

OPINION

Le monde à l'envers

Un certain patronat doit cesser sa campagne de peur et entreprendre un dialogue de bonne foi avec le gouvernement



PIERRE PAQUETTE
Professeur d'économie au collège de Maisonneuve, l'auteur a été député du Bloc québécois.

Depuis le 4 septembre, c'est presque le monde à l'envers. Un certain patronat, qui trouvait que les demandes de consultation sur des projets par des groupes de citoyens étaient une perte de temps, exige maintenant d'être consulté. La Fédération des chambres de commerce presse le gouvernement Marois de « rétablir le dialogue » avec les milieux d'affaires. Je pense plutôt que c'est à un certain patronat – car il ne faut pas généraliser –, d'arrêter sa campagne de peur et d'entreprendre un dialogue de bonne foi.

C'est presque le monde à l'envers parce que, comme les milieux d'affaires, les groupes de citoyens, les organismes communautaires et syndicaux, qui étaient ignorés par le précédent gouvernement, veulent toujours être consultés et participer à l'élaboration des décisions. Il ne faudrait pas que le gouvernement les oublie.

La consultation doit se faire sur des dossiers qui sont nouveaux, ce qui n'est pas le cas pour les trois décisions prises par le nouveau gouvernement. Celles-ci sont l'aboutissement d'intenses débats et de consultations tenues par le PQ et d'autres regroupements qui durent depuis des mois. Ces décisions n'ont rien d'improvisé.

La position du PQ sur Gentilly remonte à décembre 2009, celle sur les droits de scolarité à avril 2011 et celle sur l'abolition de la taxe santé à

février 2012. Elles sont devenues des engagements électoraux et le nouveau gouvernement doit leur donner suite.

Comme la première ministre Marois l'a rappelé à plusieurs reprises, les modalités entourant ces décisions feront l'objet de consultations avec les milieux concernés et de négociations lorsque nécessaire avec les partis d'opposition. Il faudra arriver à des consensus régionaux sur la

stimuler l'économie en laissant un milliard dans la poche de 4,5 millions de contribuables, et pour rétablir une plus grande équité fiscale.

Il ne faut pas oublier qu'au cours des dernières années, l'ancien gouvernement avait haussé les taxes et les tarifs de plus de 7,5 milliards, ce qui a alourdi le fardeau fiscal global de la classe moyenne. Outre l'imposition de la taxe santé (920 millions), la TVQ a été augmentée de deux



Les décisions du gouvernement Marois n'ont rien d'improvisé. La position du PQ sur Gentilly remonte à décembre 2009, celle sur les droits de scolarité à avril 2011 et celle sur l'abolition de la taxe santé à février 2012.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

façon d'utiliser les 200 millions prévus dans la région de Bécancour. Les états généraux sur l'éducation constitueront un grand forum sur l'accessibilité et le financement de l'éducation postsecondaire. Quant à l'abolition de la taxe santé, le ministre des Finances l'a répété à plusieurs occasions, « nous serons flexibles sur les moyens, mais inflexibles sur les objectifs ».

Le nouveau gouvernement doit donner suite à cette proposition qui est dans l'intérêt du Québec, à la fois pour

points de pourcentage (2,8 milliards), la taxe sur l'essence aussi (480 millions) ainsi que les tarifs d'électricité (1,6 milliard) et j'en passe.

Il faut que les milieux d'affaires comprennent que leurs préoccupations représentent des intérêts particuliers au sein de la société et que le rôle d'un gouvernement est d'agir en ayant comme priorité le bien commun de la nation. Dans ce cas-ci, on parle de mesures fiscales qui touchent 3 % des contribuables et qui profitent à 97 %!

DÉBATS

À BIEN Y PENSER

Pauvre Canada : le gouvernement fédéral ne reconnaît pas la loi antimafia italienne et près d’une vingtaine de mafieux italiens ont trouvé refuge au Canada alors qu’ils sont recherchés sous mandat en Italie. Qu’attend le gouvernement Harper pour reconnaître la loi italienne et expulser au plus vite ces individus indésirables? Nous avons assez de problèmes avec notre mafia locale sans servir de refuge à ces criminels. Après la guerre, nous avons servi de refuge aux nazis, et maintenant, notre terre d’accueil encourage ces bandits italiens.

— Jean-Guy Chouinard, Saint-Jean-Port-Joli

justin.ca



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Ce titre, ce n’est pas mon idée. C’est l’adresse du site internet de Justin Trudeau. Huit lettres et un signe de ponctuation qui résument admirablement le style de celui qui vient d’annoncer qu’il se présentera à la course au leadership du Parti libéral du Canada.

Tout y est. La concision de l’adresse, qui projette la modernité et une maîtrise évidente des médias sociaux. L’espace de domaine, le « .ca », qui en soi, constitue un programme. Et bien sûr, le fait que cette adresse, c’est qu’elle porte sur le prénom du politicien, plutôt que sur son nom.

Les qualités de Justin Trudeau sont à mille lieues de celles de son père, sauf pour le souci vestimentaire.

Cette façon de gérer le lourd héritage qui est le sien ne dupe personne. Le principal atout du député de Papineau, c’est d’être le fils de Pierre Elliott Trudeau. Comme l’écrivait cette semaine Jeffrey Simpson dans *The Globe and Mail*, il ne pourrait tout simplement être candidat à la direction de son parti s’il s’appelait Justin Turner ou Justin Thibeault.

Il est vrai que depuis qu’il s’est lancé en politique, Justin Trudeau a étonné. Il a réussi à remporter la circonscription difficile de Papineau. Il a démontré des talents réels pour communiquer avec les gens, pour faire preuve d’empathie. Il a manifestement du style: beau garçon, impeccablement habillé, photogénique, d’excellents réflexes médiatiques.

Ce sont des qualités certaines. Mais n’oublions pas que ce que les libéraux cherchent, c’est un chef qui deviendra premier ministre d’un pays membre du G7, pas un finaliste aux Oscars. Les qualités de Justin sont à mille lieues de celles de son père, sauf pour le souci vestimentaire. Pierre Trudeau était agressif, abrasif, désagréable à l’occasion, et il s’imposait par ses idées et par l’originalité de sa pensée. Ce n’est pas à ce chapitre que Justin s’est distingué. Son discours de mise en candidature, plein d’élans généreux, ne fait rien pour changer cette perception.

Il faut évidemment laisser sa chance au coureur. Mais on peut quand même noter que si Justin Trudeau pouvait s’imposer par ses idées et par sa pensée, on devrait déjà le savoir. À cause de son charme juvénile, on oublie qu’il n’est plus un jeune garçon. Mais 40 ans, c’est un âge où, en général, on a eu le temps de s’affirmer. Jean Charest était vice-premier ministre du Canada à 35 ans et Pauline Marois ministre à 32 ans.

Justin Trudeau qui, dans cette histoire, est jusqu’à un certain point une victime. Il a été littéralement poussé vers cette candidature. Depuis des mois, l’idée qu’il puisse diriger le PLC a fait couler des hectolitres d’encre, surtout au Canada anglais. C’est ce phénomène qui mérite d’être analysé.

Derrière Justin, il y a une vieille garde libérale, trudeauiste, qui espère, avec cette candidature, jouer sur la nostalgie et retrouver la grandeur perdue du Parti libéral. Sans oublier un calcul plus cynique sur la capacité du jeune Trudeau d’aller récupérer les voix libérales qui se sont éparpillées.

Cette stratégie du désespoir se nourrit certainement d’une tentation dynastique présente au Canada, la version canadienne du culte des Kennedy, qui n’a rien de bien sain en démocratie, mais qui comporte un message. L’attrait qu’exerce Justin Trudeau reflète la grande nostalgie de bien des Canadiens pour Pierre Trudeau, mais surtout pour la grandeur perdue de ce pays, de la période où le Canada, dirigé par un premier ministre respecté à travers le monde, s’imposait par sa vision et son audace.

L’engouement possible pour Justin Trudeau comporte un danger pour les libéraux, si cela a pour effet d’écarter d’autres candidatures prometteuses, et que celui-ci soit couronné sans avoir été testé, sans avoir été forcé de se définir. Le PLC risquerait de devenir une institution gonflée à l’hélium, ou plutôt, au protoxyde d’azote.

Le mal est fait

Même si le gouvernement Marois recule, le lien de confiance avec la communauté d’affaires a été fortement endommagé



LUC GIROUX
L’auteur est avocat-conseil chez Fraser, Milner, Casgrain.

D’après les rumeurs, le PQ pourrait reculer sur l’ensemble des augmentations d’impôts qu’il voulait imposer. Sur les revenus des mieux nantis, la communauté d’affaires aurait suggéré une hausse de 2 % ; ses dirigeants auraient dû se tenir debout et refuser énergiquement.

Les récentes annonces du Parti québécois ne relèvent pas de la simple improvisation. Elles ont été soupesées et adoptées par les membres d’un gouvernement qui veut se positionner résolument à gauche.

Le PQ souhaite adopter une série de mesures qu’il prétend favorables au plus grand nombre en fouillant dans les poches non seulement des « riches », mais dans celles de tous ceux qui font vivre notre économie.

Bien sûr, on doit prélever des impôts là où il y a de l’argent. Mais encore faut-il examiner le contexte, apprécier ce qu’on demande déjà d’efforts à ces « vaches à lait » qui alimentent considérablement un gouvernement trop gourmand.

Par ses intentions de taxer davantage et rétroactivement le gain sur le capital, les dividendes, et d’augmenter le taux d’imposition des « riches », le Parti québécois montre son indifférence envers ceux qui contribuent le plus à la bonne marche de notre économie, en les traitant cavalièrement.

Peu importe les correctifs qui seront apportés, le mal est fait. Le lien de confiance avec la grande communauté d’affaires est fortement endommagé. Petits et grands entrepreneurs se sont rejoints dans leur incompréhension de ces décisions prises par un parti minoritaire qui a recueilli à peine plus de 30 % des votes. Dorénavant, le gouvernement devra ramer pour regagner le terrain perdu.

La notion de « riches » pour ce parti relève d’une vision étroite de ce concept, où ceux qui vivent bien, sans être vraiment riches, doivent être taxés davantage. On tolère peu les hauts revenus. Il faut couper la moindre tête qui dépasse.

Les Québécois sont déjà les citoyens les plus taxés en Amérique du Nord. Les hausses suggérées par le gouvernement feraient passer le taux d’imposition de ces « riches » au-delà du seuil psychologique de 50 %. Certains parleront plutôt d’un seuil éthique ou, plus simplement, d’un seuil d’écœurement.

Cette hausse est la goutte qui fait déborder le verre. Dans toute entreprise, il y a toujours un niveau au-delà duquel on arrête d’investir, on refuse



Le Parti québécois montre son indifférence envers ceux qui contribuent le plus à la bonne marche de notre économie, en les traitant cavalièrement.

de compromettre. Ce seuil est souvent psychologique, où on sent un manque de respect, de l’abus.

Lorsque, à la télé, notre ministre des Finances, Nicolas Marceau, défendait sa proposition en expliquant que sur un revenu de 200 000\$, le gouver-

Les entrepreneurs, les financiers, les gens d’affaires, les médecins, les professionnels qui sont à ces niveaux de revenus supportent beaucoup plus que leur part. Ils acceptent, pour la plupart, ce lourd fardeau fiscal. Ils en comprennent l’utilité dans une social-démocratie. Or, en augmentant les taux d’imposition au-delà d’un seuil acceptable, on les encourage à s’installer ailleurs, on dit à ceux qui restent de travailler moins, on les incite au travail au noir.

Il est contradictoire qu’un parti qui prône l’indépendance ne prenne pas tous les moyens disponibles pour se doter d’une économie forte. On peut vouloir sortir d’un pays par ce que l’alternative qu’on nous propose est un nouveau projet de société vivant, stimulant, dont on a les moyens. On peut aussi vouloir sortir d’un pays parce que rien ne va plus, par ce qu’on se sent exploité, par ce que l’on n’a plus rien à perdre. Le PQ en est peut-être rendu à ce deuxième scénario: créons la misère pour forcer l’indépendance. En tout cas, il ne s’y prendrait pas autrement s’il en était rendu là.

RÉPLIQUE

La lutte contre le cancer n’a pas de couleur

SUZANNE DUBOIS

Directrice générale de la Société canadienne du cancer (division du Québec). L’auteure réagit à la chronique de Nathalie Petrowski intitulée « La rose n’apprend pas », qui a été publiée mercredi dernier.

M^{me} Petrowski, nous avons été profondément choqués de lire dans votre chronique que pour vous, l’événement Mademoiselle de la Société canadienne du cancer (SCC) se limite à du rose bonbon, à du *gloss* et du mascara, et que comme organisme, la SCC offre peu ou dédouble des services offerts ailleurs.

La SCC travaille sans relâche depuis près de 75 ans à prévenir le cancer, sauver des vies et soutenir les personnes qui en sont atteintes. Chaque année, partout au Québec, plus de 30 000 bénévoles et 300 000 donateurs font confiance à la SCC. Qu’ils préfèrent danser, marcher ou acheter des jonquilles, chacun contribue à la cause selon ses intérêts. La lutte contre le cancer n’a pas de couleur.

La SCC réfute vos allégations à savoir que nos services se réduisent à

des cours d’art thérapie, à une simple ligne téléphonique ou à un bottin de magasins où se procurer des prothèses et des perruques. Les services de la SCC sont uniques et répondent aux besoins prioritaires et toujours croissants des personnes touchées par le cancer. Il faut rappeler que ces demandes dépassent largement la capacité de nos services.

Près de 50 % des fonds investis dans la recherche sur le cancer par les organismes de bienfaisance au pays proviennent de la Société canadienne du cancer.

En ce qui a trait à la recherche, vous serez sûrement heureuse d’apprendre que la SCC finance depuis plusieurs années des études sur les facteurs environnementaux comme les pesticides, la pollution et les produits chimiques domestiques.

Nous aimerions rappeler que près de 50 % des fonds investis dans la recherche sur le cancer par les organismes de bienfaisance au pays proviennent de la SCC. Grâce à la recherche, on estime que 100 000 vies ont été sauvées en 20 ans. Peut-on faire davantage? Bien sûr que oui, mais pour y arriver nous avons besoin de l’appui financier de toute la population.

La SCC est en fait le seul organisme de bienfaisance qui s’attaque à tous les cancers, sur tous les fronts: que vous ayez besoin d’information sur le cancer, de soutien pour faire face à la maladie, d’aide financière ou d’hébergement pendant des traitements, la SCC est là pour vous. Que vous vous préoccupiez de diminuer votre risque de cancer ou d’obtenir des lois qui protègent votre santé, la SCC est toujours là. À titre d’exemple, la nouvelle loi 74, qui protège les mineurs du bronchage artificiel, a été adoptée grâce au leadership de la SCC.

La SCC est reconnue pour être un organisme près des gens. Elle parle et agit au nom de 180 000 Québécois vivant actuellement avec un cancer. Son ambition est de rallier le plus grand nombre à sa cause, toutes couleurs confondues.

Votre chronique risque d’entacher la réputation de la SCC et possiblement celle d’autres organismes voués au cancer. Il serait dommage que vos propos découragent certains donateurs de soutenir la cause du cancer.



Une diplomatie verbeuse

Incohérent, le Canada sermonne l’ONU sans proposer de solutions



JUSTIN MASSIE
L’auteur est professeur adjoint à l’École supérieure d’affaires publiques et internationales de l’Université d’Ottawa.

Lors de son dernier discours aux Nations unies, le ministre John Baird a exposé les fondements de la politique internationale de son gouvernement. Elle repose sur deux piliers: une diplomatie fondée sur des principes moraux et sur un activisme volontaire.

Or, si en matière de rhétorique, la politique du gouvernement Harper est un succès, il faut en revanche conclure à un échec en ce qui a trait à la volonté d’Ottawa de mener une diplomatie cohérente, active et résolue.

Si l’ONU est si inutile, comment expliquer que le gouvernement Harper continue d’accorder la septième contribution en importance à son budget?

En un mot, la diplomatie canadienne se cantonne à sermonner. Elle apporte peu de solutions innovatrices aux grands maux qu’elle dénonce, ou encore cautionne les actions de l’ONU par ses propres faits et gestes.

Il faut d’abord noter les nombreuses incohérences de la politique canadienne à

l’égard de l’ONU. M. Baird critique l’institution internationale en raison de son incapacité à atteindre des résultats concrets, notamment en matière de sécurité (l’Iran) et de droits humains (la Syrie). Or si l’ONU est si inutile, comment expliquer que le gouvernement Harper continue d’accorder la septième contribution en importance à son budget? Pourquoi ne pas décider de passer des mots à l’action, en suspendant le paiement du Canada en guise de représailles?

Au contraire, le gouvernement Harper a fait sa marque en proposant l’Initiative de Muskoka, en vertu de laquelle le Canada s’engage à verser 2,85 milliards entre 2010 et 2015 afin de réduire la mortalité infantile et d’améliorer la santé maternelle. Or ces deux enjeux font partie des Objectifs du millénaire que l’ONU s’est engagée à atteindre d’ici 2015.

Autrement dit, malgré une rhétorique empreinte de mépris, le gouvernement Harper appuie concrètement les idéaux et les actions de l’ONU en matière de droits humains.

En ce qui a trait à la sécurité internationale, la diplomatie conservatrice confond l’Organisation avec les États qui la constitue. Si l’ONU n’est pas aussi active qu’Ottawa le souhaiterait en matière de sécurité mondiale, ceci découle du blocage effectué par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité. C’est le manque de volonté de Moscou et de Pékin qui nuit à la résolution pacifique des crises qui secouent l’Iran et la Syrie. Pourtant, le gouvernement Harper n’ose pas critiquer



PHOTO LUCAS JACKSON, REUTERS
Malgré une rhétorique empreinte de mépris, le gouvernement Harper appuie concrètement les idéaux et les actions de l’ONU en matière de droits humains. Sur la photo, le ministre John Baird en début de semaine.

directement ces deux puissances pour leur inaction. Ils préfèrent dénoncer l’ONU de manière simpliste. On voit mal les «gros bras» de la diplomatie canadienne lorsqu’il s’agit de s’en prendre directement aux acteurs responsables des torts dénoncés. Le Canada ne

cherche-t-il pas à accroître ses liens économiques avec la Chine? Ne collabore-t-il pas avec la Russie en Arctique, et avec ces deux puissances au sein du G8 et du G20?

Si le gouvernement Harper se plaît à houspiller les dictateurs qui composent une

grande partie des États membres des Nations unies, il en cautionne plusieurs. Parmi les principaux bénéficiaires de l’aide internationale du Canada, en 2010-2011, se classaient cinq États gouvernés par des régimes autoritaires, soit l’Éthiopie, le Soudan, la Russie, la République démocratique du Congo et le Burkina Faso.

Le gouvernement Harper n’offre par ailleurs aucune piste de solution permettant de corriger ou de surmonter les maux qu’il réprouve. La diplomatie canadienne à l’égard de la Syrie et de l’Iran, outre la rhétorique belliqueuse, se résume à adopter des sanctions en coordination avec les États-Unis et l’Europe. La fermeture de l’ambassade canadienne à Téhéran contribue certainement à isoler encore davantage le régime théocratique sur la scène internationale, mais il est difficile de voir comment cette décision contribuera à affaiblir l’appui diplomatique crucial qui permet aux régimes iranien et syrien de poursuivre leurs politiques répressives.

En somme, il paraît nécessaire de comprendre l’attitude du gouvernement Harper vis-à-vis de l’ONU pour ce qu’elle est en réalité. Il ne s’agit pas d’une politique étrangère à proprement dit, mais d’une stratégie de communication politique destinée à un public canadien. Car l’objectif du gouvernement Harper est de plaire à ses militants en dénonçant une organisation composée de dictatures, tout en développant une image du Canada typiquement conservatrice à laquelle, espère-t-on, les Canadiens s’identifieront.

Le « cancer » malien

La communauté internationale est divisée sur les moyens à prendre pour éviter le pire



JOCELYN COULON
L’auteur (j.coulon@umontreal.ca) est directeur du Réseau de recherche sur les opérations de paix et coordonnateur intérimaire du CERJUM à l’Université de Montréal.

C’est un conflit qui ne défraie pas les manchettes, mais il est dangereux pour toute une région de l’Afrique. Le Mali est plongé depuis plus de six mois dans une profonde crise politique et sécuritaire, et la communauté internationale est divisée sur les moyens à prendre pour éviter le pire.

Le Mali n’est pas un pays de première importance. Il a peu de ressources naturelles. Jusqu’au début de l’année, il avait toutefois connu 20 ans de vie politique apaisée, caractérisée par des élections démocratiques et des passations de pouvoirs régulières. Un fait rare en Afrique. Le pays profite aussi d’un certain développement économique. À ce titre, il jouit de l’attention des bailleurs de fonds. Le Canada en a fait un de ses premiers bénéficiaires d’aide au développement, après l’Afghanistan et Haïti.



PHOTO BABA AHMED, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS
En janvier dernier, un mouvement sécessionniste touareg du Nord a attaqué des camps militaires maliens et proclamé l’indépendance du territoire sous leur contrôle. Un mouvement islamiste radical et Al-Qaïda au Maghreb se sont joints à la rébellion.

Malgré cela, le Mali fait face à deux menaces. La première, ancienne, concerne la fracture entre le Sud, plus riche et développé, et le Nord, pauvre et régulièrement secoué par des contestations politiques et sociales. La deuxième menace, plus récente, est le résultat des agissements de groupes terroristes installés dans certains pays de la bande sahélienne: Algérie, Mauritanie, Libye, Niger.

Jusqu’à tout récemment, les gouvernements maliens avaient évité d’utiliser la violence afin de contrer ces menaces. La question touareg avait été réglée il y a plus de 10 ans et le Mali ne connaissait pas la présence de groupes terroristes sur son territoire. Les choses ont pris une autre tournure récemment.

En janvier, un mouvement sécessionniste touareg du Nord a attaqué des camps militaires

maliens et proclamé l’indépendance du territoire sous leur contrôle. Un mouvement islamiste radical et Al-Qaïda au Maghreb se sont joints à la rébellion. De grandes villes comme Tombouctou sont tombées entre leurs mains et ont été saccagées. Le gouvernement central a été ébranlé et des militaires ont chassé le président. Aujourd’hui, le Mali est amputé de la moitié de son territoire et dirigé par un gouvernement transitoire fragile sous la surveillance des militaires.

Malgré ces bouleversements, une bonne partie de la classe politique réclame une intervention militaire régionale afin de rétablir la souveraineté malienne sur le Nord. Le 26 septembre, l’ONU a tenu un débat spécial sur la question du Sahel, et le président François Hollande a demandé au Conseil de sécurité d’autoriser le déploiement d’une force régionale au Mali afin de confronter les sécessionnistes, les islamistes radicaux et les terroristes.

Cette demande d’intervention ne fait pas l’unanimité. L’Algérie voisine prône le dialogue avec les insurgés. L’International Crisis Group, un centre de recherche dirigé par la Canadienne Louise

Arbour, va dans le même sens. Pour sa part, le premier ministre malien, Modibo Diarra, distingue deux groupes: le premier rassemble les Touaregs qui ont des revendications dont on peut discuter. Le deuxième, qui domine la région nord et se livre aux violences, est composé de «terroristes, de narcotrafiquants, de preneurs d’otages, de bandits de toutes sortes» avec qui la négociation est impossible.

Diarra a reçu un appui inattendu d’Abdou Diouf, le Secrétaire général de la Francophonie. Dans une entrevue publiée par *Jeune Afrique* cette semaine, il a déclaré que «la situation au Mali est un cancer qui peut métastaser dans toute la région». Il n’y a pas de «dialogue possible

Une menace récente est le résultat des agissements de groupes terroristes installés dans certains pays de la bande sahélienne: Algérie, Mauritanie, Libye, Niger.

avec ceux qui s’attaquent au patrimoine culturel et agressent les populations au nom de la charia». Dès lors, «la mort dans l’âme, je me résous donc à une opération militaire pour rétablir l’intégrité territoriale du Mali», a-t-il dit.

Le Mali sera à l’ordre du jour du prochain sommet de la Francophonie à Kinshasa la semaine prochaine. On verra alors jusqu’où la France, le Canada et d’autres pays sont prêts à aller pour éliminer ce «cancer».

Gâchez vos chefs préférés!

NOUVEAUTÉ



C'est la course pour préparer le souper ?
Coup de pouce a sélectionné de délicieuses recettes
gagne-temps : à faire dans une seule casserole,
à préparer d'avance, à 7 ingrédients ou moins...

Nos 225 meilleures recettes express
Coup de pouce ■ 320 pages ■ 29,95 \$

NOUVEAUTÉ



Pour chaque saveur de tarte (pomme, sucre, citron, bleuet, citrouille...), apprenez à cuisiner la version traditionnelle et toute une gamme de versions revisitées qui mettront de l'originalité à votre table.

Tartes en folie
Andrea Jourdan ■ 176 pages ■ 24,95 \$

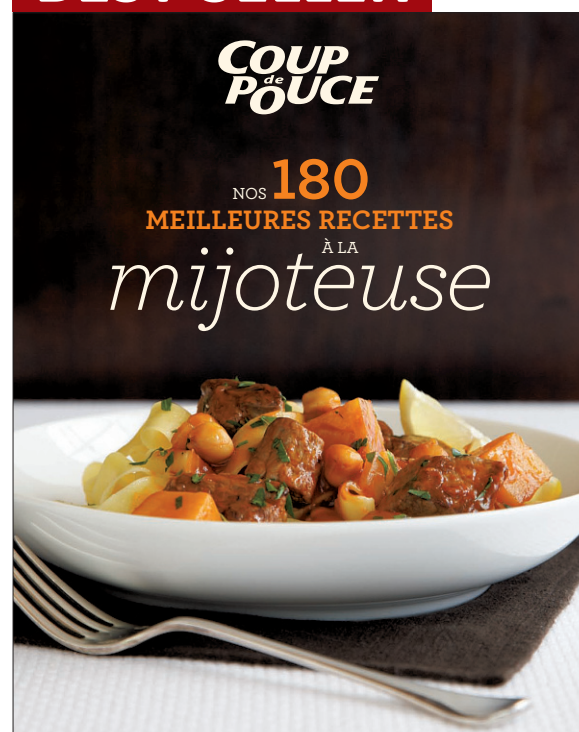
BEST-SELLER



Renouez avec 200 recettes imprégnées de souvenirs heureux, accompagnées de témoignages éloquentes et de clins d'œil fascinants sur l'origine de nos traditions.

Les recettes secrètes de nos mères
Coup de pouce ■ 312 pages ■ 29,95 \$

BEST-SELLER



Des amuse-gueule au dessert, du salé au sucré,
Coup de pouce a réuni dans ce livre
ses plus grands succès à la mijoteuse.

Nos 180 meilleures recettes à la mijoteuse
Coup de pouce ■ 272 pages ■ 24,95 \$

En vente dans toutes les bonnes librairies

www.livres.transcontinental.ca

Les Éditions
Transcontinental

tc • MEDIA